Parti Socialiste
Congrès national de Nantes
17, 18 et 19 juin 1977

Sommaire

Roger Fajardie 1
Le président (André Labarrère) 1
Christiane Mora 1
Edmond Hervé 4
Georges Sutra 5
Gilles Martinet 8
Jean-Pierre Cot 12
Jean Poperen 17
Didier Motchane 18
François Mitterrand 21
Le président (Gaston Defferre) 48
Pierre Guidoni 48
Lionel Jospin 56
Raymond Vaillant 65
Jean-Claude Colliard 65
Raymond Vaillant 67
Jean-Claude Routier-Leroy 68

Séance du dimanche 19 juin 1977 (matinée)

Roger Fajardie

La séance de ce matin sera présidée par André Labarrère, assisté de :
Renée Broustral (Loire atlantique) Marc Massion (Seine-Maritime) André Cornon (Cher) Edmond Hervé (Ille-et-Vilaine).

Le président (André Labarrère)

Chers camarades, la séance est ouverte.
Je donne tout de suite la parole à Christiane Mora, déléguée nationale à l'Energie.

Christiane Mora

Chers camarades, j'ai proposé à la Commission des résolutions de présenter une résolution demandant au Comité directeur de notre Parti qu'il soit tenu, dans la semaine prochaine, une réunion consacrée aux problèmes de l'énergie, du recours au nucléaire, et de la réalisation du Programme nucléaire.

Fondation Jean-Jaurès

Je ne vous ferai pas l'injure, parce que je vous connais bien, presque tous, de vous expliquer pourquoi nous avons fait cette demande. Et je voudrais vous faire deux remarques :
La première, c'est que nous avons parlé, et nous parlons encore ce matin, de l'identité de notre Parti.
Vous savez tous qu'il y a, sur une carte d'identité, un certain nombre de précisions, d'indications, qui, sous leur apparente précision, ne permettent absolument pas de rencontrer quelqu'un dans la rue et de le reconnaître. Et c'est un peu l'impression, sans vouloir forcer la note ironique et méchante, que j'ai en écoutant nos débats, c'est que lorsque nous parlons d'identité de notre Parti nous tombons un peu dans ce travers, c'est-à-dire que nous nous efforçons de dessiner un certain nombre de traits, une silhouette, qui ne permet pas véritablement de reconnaître notre Parti dans la franchise militante et dans l'action militante.
Le président.- - Christiane, excuse-moi... Mes chers camarades, il n'est pas possible de travailler dans ces conditions... Par conséquent j'attends que l'on cesse les conversations et que l'on s'asseye...

Christiane Mora - Je reprends mon propos.
J'ai apprécié, comme vous tous hier, le débat extrêmement riche qui a eu lieu, et les efforts précisément faits par un certain nombre de nos camarades orateurs, pour essayer de préciser ce qu'était l'identité du Parti, cette volonté que nous avons de conjuguer Socialisme et réalité, recours à la responsabilité.
Et, camarades, nous sommes à quelques mois des élections législatives, et au moment des élections législatives, si nous partons à ce combat sur la base du programme commun et de nos engagements communs avec nos partenaires de la Gauche, nous partons avec des candidats qui seront ceux du Parti Socialiste, et c'est à ce moment-là que les votes des électeurs permettront de voir si l'identité du Parti Socialiste par rapport au Parti Communiste et au groupement des Radicaux de Gauche, a été bel et bien perçue par les électeurs et par les travailleurs.
Ce qui veut dire concrètement quoi ?
Que lorsque nous parlons de projets autogestionnaires, lorsque nous parlons d'une nouvelle politique de la consommation, d'une nouvelle politique économique, et que dans le même temps nous ne pouvons pas faire passer notre message en ce qui concerne notre position par rapport aux U.D.R., nous passons, je le dis, à côté de la plaque. Car à l'heure actuelle, lorsqu'on discute avec les écologistes, lorsqu'on discute avec les représentants du Mouvement écologiste, sérieux j'entends, nous trouvons en face de nous des camarades qui
sont aussi autogestionnaires, qui ont les mêmes intentions générales que nous, et apparemment, à l'heure actuelle, il existe entre eux et nous une absence de dialogue ou une incompréhension, et je ne comprends pas personnellement que ce problème ne soit pas au cœur des préoccupations d'un Congrès.
(applaudissements)
Et je pense, mes chers camarades, permettez-moi de vous le dire - et je vous demande de n'y voir aucune intention polémique - que, vous avez tous insisté

sur le caractère capital de ce Congrès, précisément par rapport à l'avenir de la Gauche, que vous avez tous insisté sur nos responsabilités et ne croyez-vous pas que nous avons passé un tout petit peu trop de temps hier, et peut-être encore cette nuit, à nous préoccuper de la synthèse ou pas de la synthèse, et que pendant ce temps-là nous n'avons pas répondu aux questions que nous avaient posées nos sections, dans le premier numéro du "Poing et la Rose"? Cela, sur des problèmes qui, pour la jeunesse et pour la majorité des travailleurs, vont faire la différence entre nous et la Droite, ce qui n'est pas négligeable, et, je le répète, au moment des élections législatives, qui vont faire la différence entre nous et nos autres partenaires de la Gauche, dont par exemple Michel Rocard disait hier que nous ne partagions pas la philosophie politique.
Alors, il faut tout de même être logique avec nous-mêmes, et ne pas considérer que lorsque nous parlons d'écologie, lorsque nous demandons à nos camarades de prendre une position claire sur les problèmes du nucléaire, nous sommes de joyeux fumistes et de joyeux rêveurs... (applaudissements)
Je n'ai pas l'impression d'avoir cette image de marque dans le Parti.
Aussi, voici, mes chers camarades, les quelques propos que je voulais vous tenir ce matin; étant donné que nous avons publié des numéros de la Nouvelle Revue Socialiste, où nous nous sommes efforcés de préciser concrètement ce que pourraient être les orientations de notre Parti, je ne peux que vous inviter à lire nos propositions.
Mais je voudrais vous dire en terminant que notre Parti a besoin maintenant, au niveau de son organisation, au niveau de sa pratique, et en commençant par ses Congrès nationaux, de franchir un autre degré, de franchir une autre étape. Il faut maintenant être beaucoup plus hardi que nous ne l'avons été, et notamment par rapport aux Associations diverses dont nous disons qu'elles expriment justement les aspirations nouvelles à un nouveau type de société.
Eh bien! nous devons, mes chers camarades, mettre en place des structures qui nous permettent d'avoir, avec ces mouvements associatifs, écologiques ou autres, des contacts permanents, qui inspirent nos décisions, et ne pas nous contenter, comme nous le faisons trop souvent, de ne les voir et ne de pas les inviter qu'au moment des élections, et notamment des élections législatives.

Le président - Il est absolument impossible d'avoir une conférence de presse, même sauvage, dans l'enceinte du Congrès. Je demanderai aux journalistes de bien vouloir aller la faire à l'extérieur, s'il y a lieu. Je ne continuerai les débats que si cet attroupement se disperse.
(applaudissements)
Je demande à la presse de se retirer à l'extérieur pour parler ou de nous écouter. Service d'ordre, s'il vous plait ?...
Le débat continue ; la parole est à Edmond Hervé, maire de Rennes.
(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Edmond Hervé

Mes camarades, je viens vous dire, au nom de la fédération d'Ille-et-Vilaine, et de la capitale de la Bretagne, notre volonté d'unité et de synthèse.
(Applaudissements)

L'Assemblée - Unité ! Unité !

Edmond Hervé - La fédération d'Ille-et-Vilaine, lors de son Congrès fédéral, a choisi l'abstention active et a refusé, afin de témoigner de sa volonté unitaire, de se prononcer soit pour le texte N° 1, soit pour le texte N° 2.
Il nous semble que notre modeste fédération, de par le militantisme de ses camarades, tout comme celui des autres fédérations, et les succès que nous avons remportés aux élections municipales, a quelque légitimité pour asseoir sa proposition. Nous estimons en effet que l'instant ne compte pas, et s'il y a ici quelques camarades qui ont des secondes d'amertume, qu'ils les oublient et qu'ils pensent à l'avenir.
L'actuelle division du Parti Socialiste en courant 1 et courant 2 relève du passé.
(Applaudissements)
Que l'on nous entende bien, le Socialisme français est naturellement différencié. Il y a coexistence de sensibilités différentes, mais s'il est naturellement différencié et fondamentalement Jauréssien, il est logiquement rassembleur.
Il y a actuellement une division du jeu des courants. Combien de discours à prétention idéologique ne sont plus tenus que pour maintenir la place que l'on a dans l'appareil !
(Applaudissements)
Nous sommes Socialistes, et nous devons avoir le sentiment du rayonnement de la France. L'intérêt national, c'est nous, et la synthèse ce n'est pas un compromis d'appareil, mais l'assurance de donner à notre pays, par l'intermédiaire du consensus nécessaire, sa place dans le monde.
Il faut dire qu'il y a risque, à travers le jeu actuel, au conservatisme, à la centralisation, à une certaine cooptation, et c'est la raison pour laquelle pour ma part j'appuierai, dans ma petite fédération, les propositions de Pierre Maury, mon camarade, que j'ai rencontré en 1966 lorsque j'étais adhérent à son Parti.
Observons toutes les institutions qui nous gouvernent. Elles sont toutes faites sur le même modèle, hiérarchiques, linéaires et formelles. Elles connaissent toutes les mêmes déviations. Eh bien c'est à nous de créer l'énergie sociale partant de nos pays et de nos régions pour construire d'une façon ascendante la France et le monde!
Voilà le nouveau sens de l'histoire, voilà, camarades, le sens profond de la synthèse et de l'unité.
Comment voudrions-nous croire à la nécessité d'un consensus national si en notre propre sein nous n'étions pas capables d'établir ce nécessaire consensus programmatique de législature ? Voilà ce qu'il faut faire aujourd'hui, voilà notre espoir.
camarades, le Congrès va décider. Pour nous l'instant ne compte pas, et nous

avons la chance de compter aujourd'hui un grand chef historique du Socialisme français ; il s'appelle François Mitterrand, et... (applaudissements)... et au nom de la synthèse, je suis fier d'être dans un Parti aux côtés de Gaston Defferre et de Jean-Pierre Chevènement.
(Vifs applaudissements)

L'Assemblée - Unité ! Unité !

Le président - La parole est à Georges Sutra.

Georges Sutra

Mes chers camarades, vous allez croire un instant que je suis éloigné du débat tel qu'Hervé vient de le soulever. Je vais de toute façon vous retenir quelques minutes sur un sujet qui n'intéresse pas souvent nos Congrès, mais il serait grave que ce fut un sujet qui n'intéresse pas les camarades du Parti, je veux dire que nous ne parlons pas très souvent de l'agriculture.
(Applaudissements)
Je vous ai dit hier matin au nom de la Commission agricole, que nous réclamions un budget qui nous permette de mieux servir le Parti en milieu agricole et rural.
Je voudrais maintenant dans le temps très bref qui m'est imparti donner 3 coups de projecteur sur trois nécessités, sur trois urgences liées, de notre action :
1 - Les Offices de distribution des produits agricoles sont mentionnés en bonne place dans notre programme "Changer la vie".
Or, le programme commun de gouvernement de la Gauche ne parle que d'organisation des marchés, sans retenir la notion d'Office.
Je dois préciser que, paru un an avant le nôtre le programme de gouvernement du Parti Communiste "Changer de cap" ne comporte pas, lui non plus, cette notion des Offices en ce qui concerne la distribution des produits agricoles.
C'est donc l'originalité du seul Parti Socialiste et de son seul programme "Changer la vie".
Il faut donc que les Offices de distribution des produits agricoles entrent dans le programme Commun de gouvernement de la Gauche et il faut qu'ils y entrent à la demande et sur la proposition du Parti Socialiste.
Nous le devons, camarades, à une fidélité à nous-mêmes, quarante et un an plus tard, l'Office du blé reste l'un des acquis inaliénables du gouvernement du Front populaire.
Déjà Jaurès avant la lettre et avant le mot en avait défini le but en écrivant :
"Il s'agit d'apporter aux paysans des institutions de défense leur permettant de se protéger contre l'exploitation du mercantilisme".
Nous devons saisir cette occasion d'affirmer notre originalité, sans alourdir en quoi que ce soit le Programme de gouvernement de la Gauche, puisqu'il ne s'agit que d'une précision l'organisation des marchés y est prévue, nous devons dire de quelle manière elle doit se faire par les Offices. J'en arrive au deuxième

Fondation Jean Jaurès

point de ce bref exposé : camarades, nous voulons la construction européenne, et nous devons nous efforcer de la rendre possible ; si demain, comme c'est possible mais non certain, nous assumons les responsabilités du pouvoir, nous ne pourrons plus nous contenter de critiquer les insuffisances de l'Europe giscardo-chiraquienne, celle des multinationales, l'Europe des banquiers.

Disons que face au cynisme de la Droite qui défend les spéculateurs sur les produits et sur les monnaies en disant : "Je défends l'Europe", face à l'acceptation que j'appellerai résignée de nos camarades du Parti Communiste, qui ont bien précisé qu'ils ne remettaient pas en cause la construction européenne, mais qui ne se cachent pas et c'est bien leur droit de dire qu'ils n'en espèrent pas grand chose de bon, face au refus et au rejet si compréhensible des agriculteurs des régions méditerranéennes victimes de concurrence déloyale et de règlements souvent néfastes et toujours inappliqués dans ce qu'ils pourraient avoir de positif, il n'y a que la position d'utopie créatrice des Socialistes qui soit porteuse des changements que nous espérons.

Les Offices d'organisation des marchés qui sont précisément désignés dans notre programme comme pouvant être régionaux, nationaux ou européens, sont le levier avec lequel nous transformerons la Communauté Economique Européenne,

Camarades, nous savons tous mettre une phrase dans nos discours sur l'Europe des travailleurs. La seule construction européenne qui soit à l'heure actuelle affective, é'est l'Europe agricole. Par nos offices de moralisation des échanges au service des agriculteurs, nous entrerons dans la voie qui mènera un jour à transformer l'Europe agricole en Europe des travailleurs de l'agriculture.

Je terminerai, camarades, en évoquant le point le plus sensible, à l'heure actuelle, celui des échanges dans le bassin méditerranéen, qui avec les problèmes posés par le mauvais fonctionnement de ce qui existe actuellement : les échanges franco-italiens, les problèmes posés par le risque que marche au moins aussi mal l'élargissement de la communauté et des échanges qui serait en plus de la France et de l'Italie étendus à la Grèce et à l'Espagne, enfin les problèmes posés par la nécessaire solidarité avec les pays en voie de développement du pourtour méditerranéen, n'est pas négligeable.

Le dernier cri est l'usine du groupe bancaire multinational, au milieu du pays sous développé, présentant les conditions naturelles et climatiques favorables. L'usine fait produire et transforme la matière brute, dans des conditions d'exploitation telles que le prix de revient est très bas et permet des super bénéfices.

C'est la stratégie que les firmes américaines mettent en place actuellement à partir de l'Espagne pour des industries agroalimentaires.

Il n'est à aucun titre indifférent pour le paysan français que l'Arabie Saoudite choisisse les investissements dans les pays riches ou que l'Algérie investisse chez elle et tente de donner du travail à son peuple. Si son choix politique n'était pas le développement diversifié et l'indépendance "United fruit" ou "Libbys" pourraient y faire avec les fruits et légumes ce que Nestlé fait avec le lait au Chili.

Collection Jean-Jaurès

Agriculture secteur dominé, le paysan européen semble bien être placé dans la même position que les Etats en voie de développement vis à vis des multinationales. Nos faiblesses sont du même ordre ; nous sommes traités de la même sorte.
De plus, camarades, le choix est entre la spéculation et le pari commercial.
Produire pour les pays riches, pour ceux qui veulent acheter, choisir un produit : café, cacao, huile, légumes, se battre dans une forme de monoculture, cela conduit toujours à la défaite du plus faible ; le système est tel que le bénéfice sera toujours confisqué par le plus fort, l'intermédiaire ou l'acheteur y compris, en faisant jouer les cours mondiaux pour acheter.
Deuxième terme de l'alternative, c'est de choisir le développement diversifié au service des peuples. Le choix giscardo-chiraquien est très évidemment celui des multinationales. Le choix Socialiste doit tout aussi évidemment être celui de l'aide à un vrai développement au service des nations qui ont tant besoin de se nourrir, à travers des cultures vivrières, grandes créatrices d'emploi.
Ainsi, contrairement aux affirmations inlassablement répétées du pouvoir qui prétend justifier l'abandon des régions d'agriculture méditerranéenne par sa politique Nord-Sud, affirmons quant à nous que la véritable solidarité doit s'instaurer sur le développement utile et non pas sur le développement spéculatif, qui est au contraire ruineux pour les peuples des deux partenaires au bénéfice des multinationales de l'agroalimentaire.
(Applaudissements)
Nous ne sommes pas devant le dilemme de nous sacrifier nous-mêmes ou de refuser de tendre la main à d'autres. Nous sommes solidaires devant la stratégie de la spéculation sur les produits et sur les monnaies.
Nous sommes solidairement exploités par la stratégie des multinationales.
Le voilà l'enjeu de 1978 et, par conséquent, le véritable enjeu du Congrès de Nantes.
Les Offices du vin, de la viande, du lait, l'organisation du marché des fruits et légumes sont une pièce essentielle de notre stratégie de rupture dans la politique nationale et dans nos échanges tant intra qu'extra communautaires.
Ne nous y trompons pas nos Offices sont une pièce majeure de la défense des libertés des peuples devant l'agression des trusts multinationaux de l'agroalimentaire.
Chers camarades, je voudrais conclure en disant que ce débat nous ramène au cœur de débat de notre Congrès. Lorsque j'entendais dans mon Congrès fédéral mon camarade du courant 2 dire : ni péril, ni trahir, il ajoutait : ni périr comme au Chili, ni trahir comme au Portugal !
Alors, je voudrais dire : s'il y avait eu trahison au Portugal, ce serait par rapport à quoi ? Eh bien, ce serait uniquement par rapport à une révolution de type léniniste. (applaudissements)
Si l'enjeu et si notre espérance, c'est le Socialisme démocratique, alors il y a seulement des difficultés que nous jugerons mieux quand nous aurons nous-mêmes nos propres difficultés.
Je voudrais dire que je citais Léon Blum tout à l'heure au sujet de l'Office du

Fondation Jean Jaurès

blé. Quand nos camarades du Parti Communiste nous disaient, au moment de la signature du programme commun : Il y a dix ans que nous demandons un tel programme ; eh bien, répondons-leur : Il y a cinquante sept ans que Léon Blum a demandé un tel programme au Congrès de Tours ! (applaudissements)
Disons le, mes camarades, il était par-là fidèle à Jaurès inventeur de l'union de la Gauche, Jaurès qui n'a cessé de lutter pour unir, comme il disait, la classe ouvrière Socialiste et les classes moyennes radicales, lui qui a lutté pour le pacte d'unité entre les coopératives Charles Gide et les coopératives Socialistes, lui qui n'a cessé de lutter au lendemain de la charte d'Amiens contre ce qu'il trouvait d'exagéré dans l'éclatement entre partis et syndicats, lui qui a toujours lutté pour toute l'unité du mouvement ouvrier français, Léon Blum y était fidèle, ce sont, comme disait Claude Manceron, des hommes qui sont des repères.
Jaurès, Blum, Mitterrand aujourd'hui, voilà une fidélité et je voudrais dire à nos camarades du courant 2 quelque chose : avant-hier, Guidoni, tu nous disais : ce n'est pas un ralliement. Y aurait-il quelque honte ou quelque gène à se rallier à la stratégie de Jaurès et de Léon Blum ?
Il y a un siècle de tradition, de stratégie frontiste.
Il n'y a pas de troisième alternative : ou c'est une stratégie de minorité agissante, une stratégie léniniste ou une stratégie du front de classe, la stratégie frontiste, c'est celle de Jaurès, c'est celle de Blum, c'est celle du Parti aujourd'hui, c'est celle d'un siècle de tradition.
C'est à ce siècle de tradition Socialiste que nous vous demandons de vous rallier, camarades, il n'y a aucune honte à se rallier à cela.
(Applaudissements)

Le président - Je demanderai aux camarades suivants de bien vouloir se préparer à intervenir. Je donnerai successivement la parole à Gilles Martinet, Jean-Pierre Cot et Frédéric Jardon.
La parole est à Gilles Martinet.

Gilles Martinet

Camarades, vous aurez tout à l'heure le compte rendu de la Commission des résolutions ; donc, vous entendrez vers midi, midi et demie, d'abord François Mitterrand et, ensuite, les deux rapporteurs des Commissions.
Je ne voudrais pas parler, puisque c'est à eux de le faire, de ce qui s'est passé cette nuit et ce matin à la Commission des résolutions, mais je voudrais traiter devant vous, pour essayer de clarifier le débat, l'un des points difficiles de ce débat. Je voudrais donc parler plus particulièrement de la conception que nous pouvons nous faire de ce qu'on appelle le mouvement populaire et les rapports entre ce mouvement populaire et le Parti.
Apparemment, il s'agit simplement de la question de savoir comment le Parti pourra être en prise avec les différents mouvements de masse. En fait, il s'agit d'un problème qui va beaucoup plus loin et qui est le problème de l'objectif de la période de transition.

Fondation Jean Jaurès

Au fond, nous vivons tous, plus ou moins, dans le souvenir d'un événement qui s'est produit il y a 41 ans, au mois de juin 1936, lorsque après la victoire électorale du Front Populaire, quelques jours à peine après cette victoire, un formidable mouvement de grève a imposé aux classes dirigeantes la réalisation immédiate de revendications qui étaient à peine esquissées dans le programme de la coalition victorieuse. Et, bien sûr, lorsqu'on pense à ce qui pourrait se produire en 1978 si, comme nous l'espérons, nous remportons la victoire, alors on se demande si quelque chose de semblable ne pourrait pas se produire, ne pourrait pas intervenir.

Sans doute, la situation de 1978 ne ressemblera ni à celle de juin 1936, ni à celle, beaucoup plus proche, de mai 1968. Mais il peut y avoir effectivement des problèmes de ce genre et notre Parti doit se prononcer très clairement sur ce sujet.

Il s'agit, au fond, de savoir si ce que nous entreprenons conduit, une fois le seuil décisif franchi, à une transformation graduelle, progressive, de la société ou si cela mène ailleurs, vers ce que la Gauche révolutionnaire de Marceau Pivert, dans la S.F.I.O. de 1936, définissait comme le futur pouvoir populaire fondé sur des comités de base, eux-mêmes fédérés au sein de ce que Pivert appelait "les Etats Généraux des masses travailleuses".

L'idée d'un double pouvoir ouvrant la voie au gouvernement autonome des masses n'était pas une invention de Pivert, elle tenait sa force du Mouvement des Conseils de 1917-1920, des espoirs qu'il avait suscités, et cette idée a réapparu à plusieurs reprises, en France notamment, pour la dernière fois,, en mai 1968. Soyons-en sûrs, cette idée du pouvoir autonome des masses et des organes autonomes du pouvoir des masses, nous la verrons resurgir en 1978 si, encore une fois comme nous l'espérons, la Gauche remporte la victoire.

Cette idée exprime des aspirations qui ne nous sont pas étrangères, et cependant elle n'est pas, et elle ne peut pas être la nôtre, car c'est une idée mystificatrice qui fuit les problèmes réels de la transition et c'est, par ailleurs, une idée qui nous mène droit à la défaite.

Mais ne restons pas sur des affirmations, voyons les choses de plus près.

Si nous gagnons en mars 1978, il nous faudra, pour réaliser notre programme, une forte, une grande, une puissante mobilisation populaire. Est-ce à dire que toutes les revendications qui surgiront à ce moment-là cadreront d'une manière rigoureuse avec les propositions du programme que nous sommes en train de réactualiser ?

Personne ne peut en être sûr.

Mais, mettons encore davantage les points sur les "i", Le gouvernement de la Gauche ne peut pas accepter d'entrée de jeu toutes les revendications qui lui seront soumises. Ce qui changera fondamentalement, par rapport à la pratique actuelle, c'est que chacune de ces revendications sera discutée avec les organisations représentatives des travailleurs, c'est-à-dire en premier lieu avec les syndicats. C'est en accord avec ces organisations que nous établirons la distinction entre ce qui est urgent et ce qui doit nécessairement être échelonné dans le temps, mais aussi entre ce qui concourt réellement à la transformation de

la société et ce qui n'est, en fait, que la défense d'intérêts corporatifs ou la présentation de revendications conservatrices.
Car nous n'avons pas du mouvement populaire la vision religieuse, angélique, qu'en ont un certain nombre d'intellectuels. Il y a de grandes pulsions populaires qui poussent à des changements décisifs, mais il y a aussi une multitude d'aspirations contradictoires qui doivent être appréhendées telles qu'elles sont, en fonction d'un projet global. Nous n'acceptons pas une mythologie des masses qui efface ces contradictions au profit d'un discours purement idéologique.
Lorsque nous posons le problème de la décentralisation de l'information, par exemple, et donc de l'utilisation rapide de toutes les nouvelles techniques de la communication et de l'impression, nous savons que nous posons un problème aux travailleurs du livre. Lorsque nous évoquons une réforme profonde du système d'éducation, nous n'ignorons pas que nous heurtons l'idée qu'un certain nombre d'enseignants se font de leur carrière. Lorsque nous voulons remettre progressivement en cause certaines formes de la division du travail, nous devons avoir le courage de reconnaître que cette division du travail n'est pas seulement le fait du mode de production capitaliste et qu'il y aura encore pendant longtemps des travaux monotones et répétitifs.
En bref, notre démarche est une démarche lucide. Elle ne s'identifie pas avec celle des "marchands d'illusions" qui impressionnent une certaine intelligentsia parisienne mais qui ignorent tout, des réalités économiques et sociales ! (vifs applaudissements)
Notre conception du rôle du Parti dans la période de transition ne se limite pas à une liaison entre le haut et le bas, la base et le sommet. Le Parti doit être un agent actif du changement social et non un simple organe de transmission des revendications populaires ni un bureau d'explication des décisions gouvernementales. C'est seulement ainsi qu'il pourra engager la réalisation du projet autogestionnaire qui est au cœur de son programme.
Cette réalisation comporte de multiples aspects. Dans un premier temps, il s'agit de démocratiser la gestion du secteur public, d'instituer le contrôle des salariés sur l'organisation de leur travail, de construire les régions et de décentraliser au maximum tous les organismes administratifs, d'accroître d'une manière générale tous les pouvoirs locaux et, enfin, de favoriser, notamment grâce à la maîtrise du système du crédit, le développement en marge du secteur privé et du secteur nationalisé d'un secteur social englobant les coopératives et des centaines de nouvelles entreprises de nature autogestionnaire.
Tout ceci est impossible dans le système actuel. Tout ceci devient possible à partir du moment où notre victoire politique, où les nationalisations, où la planification, où les changements sociaux et culturels auront modifié le rapport des forces sociales.
Ce que nous envisageons, ce n'est pas la réalisation par décret de l'autogestion, c'est l'engagement d'un processus qui transforme progressivement, et non sans tensions, et non sans luttes, la nature même des pouvoirs.
Telle est la position adoptée par la majorité du Parti. On peut l'accepter ou ne pas l'accepter, mais on ne peut pas biaiser avec les problèmes qu'elle soulève et

c’est à ce propos que nous avons posé des questions aux camarades de la minorité, à propos de ce qu’ils disaient lors de la Convention sur l’autogestion du mouvement autonome des masses, des organes autonomes des masses - position qui n’est pas la nôtre - et c’est aussi la question que nous leur avons posée à propos de leur motion qui déclarait que "l’autogestion ne se fera pas à partir d’îlots autogérés ou coopératifs".
Ceci n’est pas notre conception des expérimentations de caractère autogestionnaire et de création d’un secteur social. Nous n’avons jamais soutenu que ces expérimentations pouvaient connaître un développement favorable dans le cadre actuel. Mais peuvent-elles le connaître dans la société telle que l’application du programme commun l’aura transformée ?
Oui, cela, nous le pensons-En soulevant ces questions, je n’ai cependant pas seulement en vue le problème des rapports entre les tendances du Parti, la majorité et la minorité. Je suis, camarades, bien davantage préoccupé par un danger qui nous guette, comme il a menacé tous les partis Socialistes qui se rapprochaient du pouvoir. Si nous n’y prenons pas garde, nous aurons assez vite, d’un côté, un certain nombre de camarades qui, de par leur fonction, se préoccupent, avant tout, des conditions techniques du changement social et, de l’autre, des camarades qui ne raisonnent qu’en termes d’idéologie et de mobilisation populaire. Or, il est clair qu’en ne prenant en compte que les éléments techniques des problèmes qui nous sont posés, nous risquons d’aboutir à une simple gestion de la crise du capitalisme... (applaudissements). Et qu’en demeurant fixés sur les seules luttes sociales, nous risquons d’aboutir à l’impuissance et à l’échec.
Il faut que les militants du Parti intègrent dans leur raisonnement les impératifs techniques du changement social et il faut : que les responsables - et comme on dit, les experts - intègrent dans leur projet la nécessité de la mobilisation sociale, (vifs applaudissements)
C’est cela la véritable synthèse qu’il faut réaliser, indépendamment des relations qui peuvent s’établir entre les courants du Parti.
On a, à juste titre, souligné que si nous étions le Premier Parti de France, par le nombre des suffrages recueillis, nous avions une organisation numériquement moins forte que celle dont dispose notre principal allié.
Il y a deux façons de répondre à ce problème. Elles sont complémentaires et non contradictoires. Il faut augmenter sans cesse le nombre de nos adhérents, mais il faut aussi leur permettre d’être plus que des propagandistes ou des gestionnaires.
Parti de transformation sociale, le Parti Socialiste doit être celui de la rigueur économique et de l’audace démocratique. Il doit, selon une formule d’Alain Touret (?) devenir plus ouvertement et plus activement l’agent et l’organisateur des idées et des sentiments qui veulent changer le monde.
C’est à cette condition que nous parviendrons non seulement à gagner mais, ce qui est au moins aussi important, à réussir.
(Applaudissements)

Le président - Mes camarades, actuellement, dans plusieurs entreprises, des

luttes très dures se poursuivent avec occupation d'usine. A la demande de deux sections d'entreprise, je soumets à votre agrément un télégramme de soutien que le Congrès national du Parti Socialiste apporterait à tous les travailleurs en lutte et principalement aux travailleurs de deux entreprises qui occupent actuellement leur usine : l'usine de l'entreprise Thiriez-Cathin à La Baule et l'entreprise Messier-Fonderies, à Arudy.
Voici le texte que je vous propose :
"Le Congrès national du Parti Socialiste salue les travailleurs des entreprises Thiriez-Cathin à La Baule et Messier-Fonderies à Arudy, en lutte pour la défense de leur outil de travail, et leur apporte son soutien total."
(Applaudissements)
Vos applaudissements valent approbation, donc ce télégramme sera envoyé.
La parole est à Jean-Pierre Cot.

Jean-Pierre Cot

L'unité du Parti, camarades, n'est pas en cause. J'entendais tout à l'heure Hervé dire qu'il était fier d'être dans le même parti que Gaston Defferre et Jean-Pierre Chevènement. Je reprends le propos à mon compte et les militants de la fédération de Savoie savent bien que dans la pratique quotidienne, dans le militantisme de tous les jours, il n'y a qu'un seul parti.
L'unité du Parti n'est pas en cause avec nos statuts qui prévoient l'équitable, que dis-je, la stricte représentation proportionnelle des courants de pensée dans tous les organismes dirigeants.
D'ailleurs, l'unité du Parti personne ne l'a mise en cause au Congrès de Nantes, et nous attendons encore que quelqu'un essaie de toucher à ce qui est notre bien commun, notre fierté à tous.
Seulement, la synthèse, c'est autre chose. La synthèse, c'est si, à partir de cette unité qui est notre donnée commune, il y a accord politique et si nous pouvons nous mettre d'accord sur le fond pour appliquer une ligne commune, ensemble, pendant les deux années qui nous séparent de notre prochain Congrès.
Tout à l'heure, la Commission des résolutions va rapporter mais je voudrais, pour ma part, en attendant, poursuivre ce travail patient et nécessaire qui est celui du débat politique de fond, préciser les points sur lesquels il y a convergence, divergence entre la motion 1 et la motion 2, afin que le rapport de la Commission des résolutions puisse ensuite être éclairé par ces convergences et par ces divergences.
Et le point dont j'ai à traiter qui est celui des affaires européennes, et à cet égard vous l'avez bien senti dès hier un point difficile, dans la mesure où notre référence commune à la motion 1 et à la motion 2, c'est le texte de Bagnolet.
Oui, l'analyse de Bagnolet nous lie, elle s'impose à nous qui l'avons tous acceptée, mais encore elle est profondément celle que nous faisons de l'Europe, de cette Europe qui s'est construite après la guerre, avec ses espoirs, avec ses ambiguïtés, de cette Europe qui a été à la fois une inspiration générale mais encore le cadre naturel, je dirai, du développement des forces productives du

Collection Jean-Jaurès

capitalisme ; de cette Europe qui a été l'Europe de la réconciliation franco-allemande mais encore l'Europe de la guerre froide.
De même, s'impose à nous la réalité d'aujourd'hui et nous l'acceptons tous : l'Europe existe, qu'on le veuille ou non ; c'est dans le cadre européen que motion 1 et motion 2 placent bien entendu le combat du Socialisme.
Mais alors, pourquoi cette référence à Bagnolet ? Est-elle gênante en même temps ?
Camarades, c'est parce que Bagnolet, malheureusement, a été l'exemple de la fausse synthèse et parce que sur les affaires européennes, est apparue en lumière la divergence qui pouvait, par delà des mots qui sont identiques, recouvrir les conceptions. Nous l'avons vu à propos du Parlement européen ou le texte de Bagnolet nous paraissait clair - du moins à un certain nombre d'entre nous, dans la motion 1. Le Parti Socialiste est pour l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct, mais, parait-il ces mots ne veulent pas tout à fait ce qu'ils veulent dire.
Il est vrai, heureusement je dirai, que le problème est aujourd'hui dépassé par le vote ou plus exactement par l'absence de vote à l'Assemblée Nationale, et que le problème du mode d'élection ne fait plus difficultés entre nous. Mais, par delà ce problème, c'est bien l'ensemble des conceptions touchant la construction européenne qui fait difficulté.
Il y a, en effet, deux logiques dans les textes qui vous ont été soumis et qui ont été proposés aux sections. Ce sont deux logiques qui sont profondément différentes et là encore il faut faire attention à ne pas se prendre aux reflets des mots.
Au départ, en effet, les deux textes refusent l'idée d'un isolement de la France par rapport à l'Europe, l'idée d'un retrait de la France par rapport à la Communauté européenne, mais en fait, la motion 2 est une motion de défiance à l'Europe.
En fait, on voit dans toute la rédaction de la motion 2 s'accumuler les notions de garanties, les notions de réserves, aussi bien sur le terrain économique que sur le terrain idéologique, et, plus significatif encore, on cherche en vain la moindre proposition pour construire l'Europe.
En revanche, la motion 1 affirme, elle, que la construction européenne ne doit pas être incompatible avec l'application du programme commun de gouvernement en France. J'irai plus loin, que la construction européenne peut, dans une certaine mesure, faciliter l'application du programme commun de gouvernement et certainement que l'application du programme commun de gouvernement peut, lui, donner à la construction européenne une autre signification, une autre orientation.
Cette différence entre ces deux logiques, cette différence entre ces deux structures de texte qui sont des structures de pensée dans la présentation des problèmes européens, nous la trouvons d'abord en matière économique pour l'intégration économique européenne. Que dit la motion 2 ? Pas grand chose. Elle est assez vague à part quelques références à la Sainte Alliance du capital. Pour le reste, elle est discrète.

Que dit la motion 1 ? Que l'Europe, la construction économique européenne doit être relancée vigoureusement par nos propositions et qu'il y a matière à faire des propositions Socialistes. Par exemple, en ce qui concerne les multinationales, nous savons bien que malgré toute la volonté politique d'un gouvernement d'union de la Gauche, le contrôle des multinationales est impossible dans l'Hexagone.

L'Europe peut être une occasion non pas de contrôler les multinationales - ne soyons pas trop ambitieux - mais au moins de recueillir des informations qui seraient précieuses pour le combat des travailleurs, des informations qui seraient précieuses pour coordonner l'action des gouvernements nationaux.

C'est, du reste, dans ce sens que s'est orienté le groupe Socialiste au Parlement européen, en déposant un projet de résolution qui a été discuté il y a quelques semaines.

Mais encore en matière d'aménagement du territoire, qui peut croire que ces problèmes de l'aménagement du territoire puissent, eux aussi, être résolus simplement sur le plan national ? Mais enfin, et ceci est peut-être plus important encore, en ce qui concerne la division internationale du travail, oui, camarades, cette division internationale du travail est le fait du capitalisme. La division internationale du travail est articulée par le développement de l'impérialisme économique américain, et il faut résister à cette articulation. Il faut modifier cette division internationale. Mais là encore, comment concevoir qu'un petit pays comme le nôtre, soit capable tout seul de remettre en cause cette division internationale ?

Comment concevoir qu'il ne faille pas passer au moins à l'échelle européenne pour ce faire ? Et comment ne pas souligner, comment ne pas saluer aussi, les premières esquisses qui se trouvent, par exemple, dans la convention de Lomé, touchant ce problème, puisque jusqu'ici la Convention de Lomé a été le seul progrès significatif fait en ce domaine et c'est bien une oeuvre de la Communauté européenne ? (Applaudissements)

En politique sociale, que dit la motion 2 ? Pas grand chose, si ce n'est une référence dans un petit paragraphe aux propositions de la convention de Bagnolet.

Que dit la motion 1 ? Que, là encore, il nous faut prendre l'offensive, qu'il nous faut présenter des initiatives, développer la protection sociale des travailleurs sur la base de cette idée qui avait été lancée lors de la campagne pour l'élection présidentielle de 1974, idée de la clause du travailleur européen le plus favorisé, idée d'une harmonisation des conditions sociales des travailleurs européens.

Autre proposition que nous faisons, c'est celle de soutenir vigoureusement la confédération européenne des Syndicats, cette Confédération qui, sans doute, n'est pas encore assez large puisque si elle comprend l'ensemble des syndicats de la Communauté européenne, il y a une exception qui est de taille : celle de la C.G.T. Mais la C.G.I.L italienne y est déjà et la C.G.T. doit y entrer, en tout cas c'est notre souhait, et ne pas marquer notre volonté, notre intérêt pour le travail que font les syndicalistes européens.

Cet effort de regroupement des travailleurs européens, cet effort pour donner

aux luttes sociales la dimension européenne me parait aussi être une faute.
Enfin il y a le combat idéologique. Que dit la notion 2 ? Elle refuse le combat idéologique, elle déserte le combat idéologique. Je cite :
"L'Assemblée européenne servira de caisse de résonance aux adversaires du programme commun".
Ce n'est pas notre conception, et la motion 1, elle, propose au contraire de saisir cette occasion des élections du Parlement européen au suffrage universel direct pour bondir sur cette tribune qui s'offre aux Socialistes Français pour expliquer inlassablement nos conceptions à nos partenaires européens, et par delà cette explication à nos partenaires, les expliquer surtout à l'ensemble des travailleurs européens. Car aujourd'hui, avec la crise internationale qui s'est développée, on voit partout en Europe une crise de conscience nouvelle dans le monde du travail, une accentuation, je dirai, de la dimension anticapitaliste du combat Socialiste. C'est la position du SPD allemand, c'est la position du Parti Social-démocrate, qui a inscrit le principe de la pacification, ce sont encore les évolutions que nous voyons chez nos camarades belges ou hollandais.
Avons-nous peur de ce combat idéologique Y Sommes-nous si peu assurés de nos conceptions sur l'autogestion, sur la planification démocratique, sur les nationalisations que nous n'osions même pas aller nous battre à la tribune de Strasbourg pour les expliquer, pour les exposer à tous les camarades de l'Europe des 9 ?
(Applaudissements)
Il y a là une attitude timorée, une attitude qui méconnaît les nécessités du combat idéologique. Ce combat, nous devons le chercher, ce combat, nous devons le développer inlassablement, tant il est vrai que pour le moment - et ceux d'entre vous qui voyagent un peu le savent bien, pour le moment nos espoirs, pour le moment notre expérience de l'unité de la Gauche en France est peu comprise, souvent mal comprise chez nos camarades européens -, tant il est vrai que la discussion - qui donc parmi vous n'a pas eu l'occasion d'en parler avec des camarades allemands ou italiens ou anglais, rencontrés à l'occasion d'un voyage ou d'un jumelage - et l'éclaircissement peuvent faire avancer les choses.
Mais ici, et j'en arrive au point de divergence le plus sérieux, ici c'est au fond la conception même de la solidarité internationale qui est en cause, et l'attitude vis à vis des autres partis Socialistes et sociaux-démocrates.
Oui, le problème de la social-démocratie est un problème qui se pose, et je ne dirai pas qu'à ce point de vue les déclarations du chancelier Schmidt à Porto Rico aient pu nous rassurer.
Mais la motion 2 en tire la conséquence et développe la thèse de l'Allemagne fédérale, relais de l'impérialisme américain, et l'on voit bien se profiler par derrière cette idée que le SPD allemand serait le Cheval de Troie de cet impérialisme américain. De là se développe toute une défiance vis à vis des partis Socialiste et sociaux-démocrates, le SPD bien sûr, les Travaillistes britanniques, aussi le Parti Socialiste Portugais, et les allusions d'hier ont marqué cela, mais encore le PSOE de Felipe Gonzalez que nous avons applaudi

tous unanimement hier, qui lui-même ne présenterait peut-être pas toutes garanties. Seuls trouvent grâce les Yusos, et encore c'est parce qu'on les connaît mal.
En réalité, sur ce point, il y a un désaccord grave, et pour notre part nous pensons que cette position procède d'une singulière prétention à détenir seuls la vérité.
(Applaudissements)
Singulière prétention, et là encore, au moment même où l'aggravation de la crise politique d'austérité pratiquée dans tous les pays, le développement du chômage, le maintien de l'inflation, frappent la classe ouvrière dans tous les pays européens.
Que propose la motion 2 ? Eh bien elle propose pratiquement de tourner le dos à cette solidarité naissante organisée entre partis Socialistes et partis sociaux-démocrates !
Avez-vous noté, camarades, la manière dont est traité le projet de plate-forme commune aux Partis Socialistes et sociaux-démocrates d'Europe ? Je cite : "cette plate forme commune serait acceptable dans la mesure où celle-ci reprendrait les propositions du Congrès de Bagnolet sur l'Europe".
Nous retrouvons ici cette prétention, imposer à nos camarades européens nos propres conceptions, déclarer que la plate forme commune ne peut se faire qu'à condition qu'il y ait un accord sur les positions du Parti Socialiste. Pour nous, motion 1, ce n'est pas là notre conception de la solidarité. Nous pensons qu'une plate forme commune qui devra être en effet soumise, bien entendu, au Parti et le Bureau exécutif unanime sur ce point l'a noté, nous pensons qu'une plate forme commune doit être l'occasion de préciser qu'il n'y a pas incompatibilité entre les expériences Socialistes, les diverses voies vers le Socialisme dans les pays de la Communauté européenne. Nous pensons qu'une plate forme commune doit permettre de dégager la manière, la possibilité de conforter réciproquement le combat des Socialistes dans chacun des pays. Une bonne plate forte commune doit nous permettre de faire avancer nos objectifs propres, elle n'a pas pour objet d'imposer nos objectifs à nos camarades Socialistes et sociaux-démocrates d'Europe.
Ici encore, je suis obligé de constater que la motion 2, accumulant les préalables, accumulant les garanties, aussi bien vis à vis des Partis Socialistes et sociaux-démocrates que de l'ensemble de la construction européenne, est une motion qui reste frileuse dans son attitude de solidarité européenne.

Le président - Jean-Pierre Cot, je te prie de conclure.

Jean-Pierre Cot - Je conclu ! Sur un dernier point, celui du péril mortel pour nous que serait l'isolement de la France, car la solidarité avec les travailleurs européens, camarades, ce n'est pas seulement l'esprit de l'internationalisme qui nous y pousse, c'est aussi notre intérêt bien compris. Ne saisissez-vous donc pas que si nous gagnons l'an prochain, le premier danger sera non pas que nous nous repliions sur nous-mêmes mais qu'on nous enferme en nous-mêmes ? La motion

2 parle à ce propos de "muraille de Chine" dont elle ne veut pas. Mais une "muraille de Chine" il ne s'agit pas de la construire, il s'agit d'empêcher que d'autres la construisent et là, le péril de l'isolement est un péril qu'il ne s'agit pas de provoquer par une défiance systématique à l'adresse de nos partenaires, il ne s'agit pas de multiplier en poussant l'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre à accepter des mesures qui seraient prises contre notre expérience. Il s'agit au contraire, par une position offensive vis à vis de la construction européenne, par une position de proposition vis à vis de cette construction européenne, en effet à ce moment là d'élargir nos possibilités d'action et de rendre possible, nous n'en demandons pas plus, la construction du Socialisme en France.
(Applaudissements)

Le président - Voici l'organisation de la fin de ce débat de politique générale.
Immédiatement, un avis très court de Jean Poperen, responsable du secteur communications propagande, ensuite, après accord entre les responsables du Courant 1 du Courant 2, les orateurs suivants vont s'exprimer : Didier Motchane pour 15 minutes, Frédéric Jeanneteau, Guadeloupe, et Wilfried Bertil, de la Réunion, cinq minutes maximum chacun, pour les problèmes des Dom-Tom.
Ensuite François Mitterrand.
Par conséquent, et je veillerai à ce que les temps soient respectés, l'intervention du Premier secrétaire du Parti Socialiste aura lieu vers midi 15.
La parole est à Jean Poperen.

Jean Poperen

Chers camarades, si le Congrès adopte, ce qu'il est permis de penser, l'appel au peuple de France, ce document sera tiré à 500 000 exemplaires, et disponible pour les fédérations dès jeudi prochain.
Je vous demande non seulement de le noter, mais si possible, dès la prochaine réunion de vos instances fédérales, dans les meilleurs délais, compte tenu de la date à laquelle nous arrivons et des difficultés qu'il y a à mobiliser les militants au-delà du 14 juillet, je vous demande donc de prendre toutes dispositions pour que ce texte, qui sera sans aucun doute un des éléments essentiels sortis du Congrès, puisse être largement diffusé.
Donc appel au peuple de France, 500 000 exemplaires, disponible à partir de jeudi prochain.
Par ailleurs, vous avez reçu une circulaire concernant la préparation du 14 juillet que nous voulons placer sous le signe naturellement de la fête de la liberté, mais plus encore après ce Congrès, et avant les événements que nous préparons, fête de l'espoir.
Nous vous demandons là aussi d'accélérer les préparatifs pour que partout, en liaison avec les nombreuses municipalités Socialistes et municipalités de gauche, le 14 juillet revête cette année, sous l'impulsion du Parti Socialiste, une ampleur particulière.
Sur le plan national nous prévenons à cet égard, le reste étant naturellement,

Collection Jean Jaurès

dans notre conception autogestionnaire, laissé à l'initiative des sections et des municipalités, un numéro spécial dans l'unité, ou des feuilles spéciales, si possible dans l'ensemble de la France la diffusion de roses en papier bleu, blanc, rouge, et enfin un lâcher de ballons dans l'ensemble des communes, au même moment si possible, le 14 juillet.
Ce matériel est disponible, si vous le désirez et si vous avez quelques ressources, au stand communications propagande.
(Applaudissements)

Le président- Camarade. La parole est à Motchane.

Didier Motchane

Chers camarades, pourquoi parler encore de l'Europe? La loi portant approbation de notre pays à l'élection au suffrage universel direct de l'assemblée des communautés européennes a été votée, ou plutôt est passée sans être votée, il y a deux jours.
Mais c'est peut-être qu'à travers et au-delà de ce problème, un certain nombre de questions fondamentales se posent. Les questions, ce sont celles qui concernent la possibilité d'appliquer en France le programme commun, compte tenu de la force et de l'importance des relations internationales que notre pays a nouées avec un environnement qui, dans sa très grande majorité, ne sera pas favorable à son application.
Pourquoi parler de l'Europe?
Je me souviens que Bertrand Russel disait que les mathématiques sont une science où l'on ne sait jamais de quoi l'on parle ni si ce qu'on dit est vrai.
Eh bien il s'agirait, camarades, de comprendre pourquoi l'Europe n'est pas un problème mathématique, mais un problème politique. Nous regrettons qu'il n'ait pas été possible à Gaston Defferre de donner suite à la demande que nous lui avions faite d'obtenir si possible le report du débat sur l'élection des droits universels de l'Assemblée européenne après le Congrès. Voilà bien, me direz-vous, un exemple supplémentaire de cette obstination à prendre l'Europe comme champ de manœuvre de la surenchère ou du crypto-Communisme !
Pourtant, n'avons-nous pas entendu suffisamment nos camarades nous dire : " Pourquoi parler de l'Europe puisque tout a été dit à Bagnolet ? Les choses ont été tranchées". Pas si tranchées que cela, camarades, puisqu'on a vu, il y a trois semaines, le Bureau exécutif obligé d'annoncer que le Parti voterait contre le projet d'élection au suffrage universel de l'Assemblée européenne, si nous n'étions pas assurés que le scrutin serait la proportionnelle.
C'est donc que remuer les principes ne suffit pas, il faut aussi s'intéresser à la manière dont ils s'appliquent.
Or, il se trouve, mes camarades, que cette condition importante n'est pas la seule importante à nos yeux. Et je dois dire en passant : Pourquoi parler de l'Europe. Eh bien, pour en parler autrement que cette petite provocation sur laquelle s'est ouvert le Congrès, et nous avons entendu Jean-Pierre Chevènement accusé

Fondation Jean-Jaurès

d’indiscipline pour avoir dit qu’il n’aurait pas voté cette loi en l’état ! Je tiens à dire que Jean-Pierre Chevènement a dit aux journalistes que si son vote avait été libre il ne l’aurait pas votée en l’état.
Qu’est-ce que cela veut dire ? Eh bien, vous connaissez notre position sur l’Europe, cela veut dire que nous aurions demandé au Parti, sur une question aussi importante, la liberté de vote, comme elle avait été donnée au Parti, au moment du vote pour la C.E.D, et comme, il y a quelques jours, nos camarades britanniques du Parti travailliste l’ont obtenue. Nous pensons que le Parti aurait eu intérêt, dans ce cas, à laisser à nos camarades du groupe parlementaire cette liberté.
Mais venons-en au fond !
Il y a, mes camarades, quelque chose qui fait le ressort de la position européenne de notre Parti : c’est le fait que dans notre pays, pour le peuple, pour notre peuple,(c’est le seul cas en Europe), notre position politique est dominée par la volonté et la possibilité de dépasser pour la première fois les deux grands divisions qui pèsent sur l’histoire européenne :
La division du mouvement ouvrier, dont nous voyons le dépassement possible à travers un processus de rupture avec le capitalisme,
Et la division du monde, le partage de Yalta, qui n’a cessé depuis la guerre de renforcer cette dernière.
C’est parce que c’est en France seulement que ces deux perspectives sont devenues, à travers le programme commun de gouvernement, des réalités politiques, qu’il faut comprendre que nous ne puissions pas, aussi Européens que nous le sommes, l’être de la même manière que nos camarades allemands.
J’ai été surpris, et un peu inquiet, en entendant hier Michel Rocard prétendre que ce serait anti-allemand que d’avoir la franchise de rappeler ce fait.
Nous savons bien que la position de nos camarades allemands n’est pas la même, nous savons les conditions différentes de la dépendance de la politique de leur pays, de la sécurité de leur pays, par rapport à l’Alliance Atlantique.
Ce n’est pas, mes chers camarades, être anti-allemand que de tenir compte de cette différence. Mais il m’a inquiété de voir que l’on proposait que notre Parti tienne à nos camarades de la publique fédérale allemande, à nos camarades du S.P.D., un discours dont je dirai simplement que je ne peux avoir l’impression qu’il soit celui des travailleurs de notre pays.
(applaudissements)
C’est un fait que la politique économique de la S.P.D. croit bon pour l’Allemagne - et je parle de ce que j’ai entendu - se rapproche davantage de celle que nous combattons chez M. Barre, que de la politique du programme commun... (applaudissements)...
Nous n’avons pas à dire à nos camarades allemands ce qui est meilleur pour eux. Nous améliorerons en profondeur la solidité de l’Europe que nous cherchons à construire si nous n’établissons pas nos rapports sur une surenchère de complaisances qui ne pourront pas faire longtemps illusion.
Jean-Pierre Cot a critiqué tout à l’heure notre motion dans ce qu’elle dit sur l’Europe. "Elle est frileuse" dit-elle. Camarades, je n’aurai pas besoin, moi qui

ne suis pas frileux, de retrousser mes manches pour lui répondre : elle se défend fort bien elle-même. Mais je voudrais saisir cette occasion pour en terminer, j'espère, une fois pour toutes, avec cette lamentable habitude qu'ont certains de nos camarades de prétendre que nous changeons à tout propos, et généralement pour suivre le Parti Communiste, alors que notre discours est le même discours que nous tenons depuis le Congrès de Bagnolet.
(Applaudissements)
A propos de Bagnolet, je remarque que le Parti s'était retrouvé unanime à ce moment-là pour dire notamment que le Marché Commun, dans son état actuel, ne pouvait pas être considéré comme un obstacle à l'application du programme commun, mais qu'il restait clair qu'à terme les orientations du programme commun dépasseraient forcément la logique du Traité de Rome.
En effet, camarades, le ressort politique de ce Traité, c'est la concurrence, c'est l'idée, le dogme et la politique de la concurrence, c'est la régulation globale, européenne, du Marché, et je pense que nous avons eu raison, mes camarades, à Bagnolet, de dire qu'il y avait là un problème qu'il n'était pas trop tôt pour envisager.
Voilà la question de fond que notre Parti, au gouvernement, dans l'union de la Gauche, aura à résoudre, en ce qui concerne l'Europe. Et ce n'est pas être mauvais européen, c'est être sérieusement européen, de la poser dans la clarté, d'abord à nos camarades des Partis membres de l'Internationale, mais aussi à l'ensemble des forces politiques et syndicales de gauche, qu'il est important pour nous de convaincre si nous pouvons, et en tous cas, s'il est possible, d'apprivoiser, pour leur faire considérer que si nous savons que nous ne bouleverserons pas les contraintes formidables du capitalisme en Europe, en un jour, il ne saurait être question pour nous de faire céder l'impératif de l'application du programme commun à quoi que ce soit.
(applaudissements)
Je veux revenir à nos relations avec l'Allemagne, car il est vrai qu'elles sont importantes.
Les militants du Parti ont appris... j'allais dire "par hasard", mais ce n'est pas du tout par hasard, c'est à l'occasion de ce Congrès, mes chers camarades, que les Partis membres de l'Internationale Socialiste des Neuf Pays de la Communauté européenne avaient des groupes de travail qui élaboraient une plate-forme électorale commune pour les élections européennes.
Mes chers camarades, il est fort possible que nous ayons ces élections l'année prochaine. Il s'agira d'élection en France, d'une campagne électorale française, vers les Français, qui utilisera la presse, la radio et la télévision française. Nous savons les raisons qui font que notre Parti a une stratégie d'union de la Gauche, et que la S.P.D. ne l'a pas, et que d'ailleurs il n'y a guère de Parti Communiste en République fédérale allemande. Nous savons que la politique économique de M. Schmidt et la politique que M. Schmidt, très libéralement, préconise, pour l'Europe, ne sera pas la nôtre.
Je pense que peut-être le principe, mais en tous cas le contenu d'une telle plate-forme électorale, pose des problèmes, dont je pense que notre Parti a raison de

les aborder, mais qui méritent largement cette discussion, qui ne peut être conclue, pour associer tout le Parti, que par un Congrès extraordinaire, (applaudissements)
Voilà, mes camarades, ce que demande notre motion, non pas par une manie du soupçon, mais parce que nous pensons qu'il est grand temps que les militants Socialistes se rendent compte qu'il n'y a pas la politique intérieure d'un côté et la politique étrangère de l'autre, et que lorsque nous parlons de la nécessité de préserver et de restaurer, bien souvent, l'indépendance nationale, nous Socialistes, nous n'entendons rien d'autre que la liberté concrète, pour le peuple, pour les travailleurs de ce pays, de réaliser le projet qu'ils auront librement décidé.

Le président - Motchane, comme tu me l'as demandé, je t'avertis qu'il te reste une minute pour conclure.

Didier Motchane - Je te remercie de ce rappel et je n'utiliserai d'ailleurs pas le temps que tu veux bien m'accorder.
Je voudrais simplement dire au Congrès qu'il serait temps d'utiliser des problèmes aussi sérieux que les conditions internationales de l'application du programme commun, comme l'espère de jeu de ping-pong de différences internes, bien qu'il soit vrai que c'est souvent lorsqu'on les examine dans leurs pleines dimension, c'est-à-dire dans les dimensions que leur donne aujourd'hui le marché mondial du capitalisme, c'est-à-dire l'impérialisme, que l'on se rend compte de leur réalité.
Et je termine en disant que, je sais mes chers camarades, que sur ces questions, les différences entre nous ne sont pas superposées à celles des courants, que sur ces questions, de même qu'il y a quelques années, lors de la discussion du Programme du Parti Socialiste, lorsqu'il était question de l'Atlantisme et du Pacte Atlantique, nous avons vu se rassembler les militants du courant 2, et un très grand nombre des militants, je ne dirai pas de la majorité, car nous étions dans la majorité, mais les militants de l'actuel courant 1, je sais que sur ces questions, si la discussion avait été menée sérieusement, et avait pu atteindre l'ensemble des sections du Parti, nous n'aurions pas été loin de convaincre largement plus que la majorité de nos camarades.
(Très vifs applaudissements)

François Mitterrand

Mes chers camarades, je dirai après d'autres, et en revenant sur le sujet de vendredi, mais en dix secondes, merci à la fédération Socialiste de le Loire-Atlantique pour nous avoir réservé, avec tant d'attentions et de soins, l'organisation d'un beau Congrès.
Je me tourne vers ces camarades, parce qu'ils symbolisent le Parti Socialiste 1977.
Dans cette ville, une équipe solide et courageuse, courageuse, puisqu'elle a du

Fondation Jean-Jaurès

supporter et surmonter une scission, nous sommes ici dans une ville où les principaux responsables, dans l'ensemble du Parti Socialiste - je ne les juge pas - ont jugé en conscience qu'il ne leur était pas possible d'adopter, ni les choix politiques, ni les alliances décidées par les militants de notre Parti. Ils s'en sont écartés et la preuve a été faite, grâce à quelques uns qui ont tenu bon, dépassant, et sans doute avec quelle peine, les affections et les amitiés, sachant s'imposer le devoir du citoyen, le devoir du Socialiste sur tout le reste qui était important, qu'ils ont sauvé la fédération et non seulement cela, qu'ils ont gagné.
Je dis cela, parce que cela doit être une ligne de conduite pour vous tous.
Ne craignez pas d'être logiques avec vous-mêmes ; ne craignez pas d'affirmer le Parti tel qu'il est ; ne redoutez pas les difficultés de passage... si nous sommes fermes sur nos objectifs clairs, dans nos explications honnêtes par rapport au mandat que nous avons reçu et que nous tenons des 160 000 militants, non seulement cela ne sera pas une cause supplémentaire d'inquiétude ou d'échec, qui serait alors honorable, mais ce serait, croyez-moi, une cause supplémentaire de succès, parce que la France à laquelle nous nous adressons a supporté tant de drames, a connu tant de déceptions, au fond, s'est sentie si mal à l'aise avec sa politique, qu'elle se reconnaîtra dans un Parti, le nôtre, qui, sans sectarisme, sans excès, mais toujours ferme, toujours conforme à ce qu'il dit, - ce Parti, j'espère sera de plus en plus le nôtre et je souhaite que ce débat jusqu'à sa fin en fasse la démonstration - mènera sa politique...
(applaudissements)
Je réserverai quelques appréciations bien entendu en tant que militant moi même sur la situation présente du Parti telle qu'elle se propose à nous, au moment même où les deux porte-parole des courants vont s'exprimer sur les conclusions à tirer des débats de la Commission des résolutions, mais vous me permettrez auparavant d'évoquer en votre nom,-mon propos étant bien entendu soumis à vos critiques, je ne m'exprime plus ici en tant que Premier secrétaire du Parti Socialiste, bien entendu je rends compte, c'est bien dans cette qualité, mais pour ce qu'il s'agit de prévoir, c'est un militant dont le mandat s'est achevé depuis l'ouverture du Congrès,- fort de la confiance que vous m'avez montrée au cours de ces six dernières années, quelques grandes directions ou de situer quelques grands problèmes qui se posent au Parti Socialiste par rapport à ses propres alliés, par rapport à l'actuelle majorité parlementaire, par rapport aux grands choix qui touchent au devenir de la France et du monde.
Je me suis réjoui pendant la journée d'hier de constater que la plupart des orateurs,-dépassant la polémique naturelle d'un Congrès qui a pour mission de choisir ses dirigeants et d'établir des proportions, ce qui provoque toujours quelques soucis ou peut aigrir les caractères,- et je suis sûr que je ne suis pas le seul - ont discuté politique, ne se sont pas attardés sur les problèmes internes de discipline ou de conflit de tendances, bien que le problème soit posé et sera résolu... ils ont discuté politique, ils ont abordé, pas autant qu'il l'aurait fallu faute de disposer des heures suffisantes, mais ils ont pu ainsi, les uns ou les autres, chacun selon son idée, qui n'était pas toujours la mime, les problèmes politiques. J'y reviendrai dans un moment.

Fondation Jean Jaurès

Nous sommes un Parti, un Parti national, le premier Parti de la Gauche, le premier Parti de France. Ne croyez pas que je vienne ici, à cette tribune, égrener des slogans. Je rappelle simplement quelques vérités et qui mériteraient examen, car si nous disons Premier Parti de France, parce que nous avons le sens du suffrage universel et que c'est finalement à notre peuple, dans ses assemblées, que nous remettons la décision finale, il est donc fort important à nos yeux de disposer de la majorité dans ce peuple, nous savons bien qu'il est de nombreux autres domaines où le Parti Socialiste doit accomplir d'immenses progrès pour justifier sur tous les plans cette première conquête, d'être le premier en France par le nombre de ses électeurs et par le nombre de ses élus.

Sur tous ces terrains encore mal explorés, ils ont été énumérés, il faut améliorer notre formation, il faut développer nos sections et nos groupes d'entreprise, il faut aiguiser notre analyse politique, il faut développer notre militantisme, il faut savoir répondre aux questions qui se posent et ne jamais rendre impossible l'alliance intime de la théorie politique et de sa mise en pratique, par davantage la proposition d'un programme qui ne serait que vagues promesses si ce programme était incapable d'entrer dans les faits ou devait aboutir à l'échec.

Bref, tel était le titre de la motion n° I : "Unité et responsabilité", j'insisterai sur le deuxième terme.

La responsabilité du Parti Socialiste l'oblige à rester fidèle à lui-même et l'oblige en même temps à rester fidèle à l'histoire de la France, c'est-à-dire à donner toutes les chances au futur gouvernement de la Gauche pour qu'une génération tout entière ne se fasse pas, par la suite, rejetée par notre peuple.

Il faudrait tant de temps pour restituer au Socialisme ses chances pour que les plus jeunes aient confiance, si la Gauche au pouvoir se révélait peu capable ou incapable et d'appliquer son programme et de le réussir,

Observons ce qui se passe autour de nous.

Je ne dirai pas que c'est encourageant, mais j'emploierai cette formule d'une façon qui pourrait paraître ironique en disant que nous avons au moins une garantie : impossible de faire plus mal... (applaudissements) que ceux qui nous gouvernent... Echec partout... cherchons : politique intérieure, économique, sociale, administrative, technique... cherchons... politique extérieure... et comme on ne peut supposer que ceux qui ont la responsabilité du pouvoir, Président de la République, Premier Ministre, gouvernement, haute administration, n'ont pas les qualités intellectuelles ou de compétences requises pour gouverner convenablement, c'est que le mal est ailleurs... c'est que leur politique est mauvaise. Je dirai même : plus ils seraient capables, plus ils seraient compétents, mieux encore serait démontré que leur politique est mauvaise (applaudissements)

Je ne veux pas m'attarder dans les discussions économiques, ni reprendre les chiffres excellemment rapportés hier par plusieurs de nos orateurs, mais tout de même, disons que la Droite s'est attribuée... comme cela... la réputation... s'est attribuée une sorte de monopole de connaissance dans les problèmes économiques... Avec une sorte de clin d'œil, voyez comme nous avons su faire nos affaires... nous saurons bien faire les vôtres !

Collection Jean Jaurès

Il se révèle que si, généralement, ils savent faire leurs affaires, ils ne savent pas faire les nôtres !
Comme si les doctrines libérales qui les inspirent, et cela est bien conforme à nos analyses, avaient soudain atteint le point de non-retour à partir duquel tout meurt, se dessèche, dépérit. Aucune réponse n'est apportée, le temps est passé...
Nous assistons aujourd'hui, en cette dernière partie du 20ème siècle, à la fin de la philosophie qui a sous-tendu l'économie libérale.
Les Socialistes l'emporteront, je le crois, et quand ils ne l'emporteraient pas les tenants de l'économie libérale seraient contraints de mentir à leur propre doctrine, seraient contraints, pour gouverner, pour tenir en l'état, d'organiser le contraire : protectionnisme, centralisme, monopoles, dirigisme ! Telle est la loi inéluctable du capitalisme tel qu'il a été décrit par les premiers théoriciens Socialistes. Nous en sommes là !
Il n'y a pas d'issue pour la société libérale : ou bien être vaincue par nous ou bien être vaincue par elle-même ! (très vifs applaudissements)
Et MM. Giscard d'Estaing et Barre en apportent la démonstration quotidienne ! Existe-t-il, en France, meilleurs prototypes... du type prototypes malheureusement invendables !... (rires et applaudissements)... Existe-t-il meilleurs prototypes d'une certaine façon d'être de la grande bourgeoisie, de la technocratie et de certains milieux intellectuels sans imagination ? Est-il meilleurs prototypes, puisqu'ils disposent des dons, de l'intelligence, ils ont été formés à toutes les disciplines de la compétence... enfin, celles que l'on apprend dans les écoles supérieures, qui ne correspondent pas toujours - on le voit - à la compétence sur le terrain ou à la connaissance des hommes ? Résultat ?
Chômage : le record, le triste record ! Chaque mois qui vient annonce que le record précédent est battu !
Petit plan de rechange ou de complément : celui de M. Barre. Promesse de résorber 300 000 pertes d'emploi...
Tel que j'ai pu étudier la courbe probable de l'économie française, je dis que ni la production industrielle, ni la consommation, ni l'emploi, et grosso modo ni les prix, ne connaîtront au cours de l'année actuelle un progrès dans le sens véritable du mot progrès, c'est-à-dire n'atténueront leur marche vers l'abîme. Nous nous retrouverons, au début de 1978, dans une situation économique qui, contrairement aux espoirs entretenus par la propagande officielle, ne permettra pas la relance du moteur économique à partir de laquelle, de quelque théorie qu'on se réclame, la France, les Français et, particulièrement, les travailleurs, pourraient espérer sortir de la crise.
Echec sur tous les plans !
On me dira : non, pas pour le franc, pas pour le commerce extérieur.
Le commerce extérieur est moins déficitaire qu'il ne l'était. Il est probable que nous connaîtrons quelques mois pendant lesquels il sera bénéficiaire. Cela ne sera pas suffisant pour empêcher un déficit global du commerce extérieur - ne parlons pas du déficit des comptes qui, lui, restera très lourd - qui, de toutes manières, dépassera plusieurs milliards.
Mais il faut bien prendre garde à cette réalité, à savoir que ce progrès n'est pas

Fondation Jean-Jaurès

dû surtout au développement de nos exportations, mais bien davantage à l'assèchement de nos importations, dans la mesure exacte où, ayant cessé de fonctionner, notre machine économique réclame moins d'aliments à l'extérieur, ce qui revient à dire que, dans une situation "idéale" - ce mot étant employé entre guillemets -on pourrait imaginer un commerce extérieur nettement bénéficiaire dans l'inanité et dans le sommeil général !
La politique déflationniste produite par ce gouvernement correspond aux plus vieux schémas. On nous dit "Poincaré" moi, je réponds "Laval" ! (applaudissements) Et pour qu'il n'y ait pas de confusion - la presse ne s'y trompera pas, mais au-delà de cette salle tels ignorants pourraient interpréter mes propos autrement qu'ils ne sont - je fais naturellement référence à l'expérience économique et financière du gouvernement Laval à la veille du Front Populaire.
Le gouvernement ne dispose aujourd'hui de la confiance de personne.
Si. En surface, du bout des lèvres, le grand capital. Je veux dire que le grand capital est prêt à faire pleine confiance à ceux qui nous gouvernent, mais n'est pas prêt à consentir à ceux qui nous gouvernent les sacrifices qui permettraient à ceux qui nous gouvernent d'esquisser une réussite !...c'est-à-dire qu'il ne fait pas confiance !
Recherchez toutes les autres catégories sociales, tous les groupes socioprofessionnels : vous n'en trouverez aucun. Tout au plus, le choix de certains d'entre eux est-il favorable au gouvernement et à la majorité parlementaire dans l'exacte mesure où ils sont hostiles à la Gauche.
Désormais, ceux qui nous gouvernent ne disposent plus d'une confiance qu'a contrario ! Ce n'est pas l'assemblage d'éléments positifs, c'est l'addition de négations qui, dans certaine formule grammaticale, aboutit à former une affirmation !
Je mets en garde les Françaises et les Français contre la poursuite d'une politique qui conduira notre pays à la léthargie, qui condamnera les millions et les millions, plus pauvres ou plus exploités, à supporter, et eux seuls, le poids des charges et des sacrifices.
Je dis aux catégories intermédiaires, anciennes ou nouvelles classes moyennes, qu'elles se tromperaient si elles pensaient que leur adversaire principal est le Socialisme, qui cherche la justice, qui veut que l'économie fonctionne et qui est prêt, lorsqu'elle ne fonctionne pas, à assumer les charges de la solidarité sociale ; leur intérêt n'est plus jamais du côté des maîtres économiques du pouvoir, qui ne sont les maîtres économiques du pouvoir que parce qu'ils ont assis leur puissance sur la destruction du tissu social des petits, des moyens ou des faibles ! (très vifs applaudissements)
Et je demanderai aux Socialistes - j'y reviendrai sans arrêt au cours de cet exposé - de l'expliquer partout.
Ne tombons pas dans les confusions. Le Parti Socialiste ne peut pas être un parti "attrape-tout"! Ce serait déjà bien beau s'il attrapait tous les Socialistes... (rires et applaudissements)... réels ou virtuels.
Le Parti Socialiste a une définition du front de classe qui l'éloigne évidemment

Fondation Jean Jaurès

des premières analyses reposant sur la classe ouvrière telle qu'on la concevait dans les alentours des années 1880. C'est vrai. Sans retirer en rien à la classe ouvrière, puisqu'elle fut historiquement la première, par son nombre et pas son malheur, à prendre conscience de sa force et, donc, à analyser, à travers quelques grands intellectuels, sa capacité d'être dans les siècles futurs, puisqu'elle fut la classe capable d'apporter les intelligences et les énergies neuves, transformant en profondeur notre pays, il n'en reste pas moins que notre analyse du front de classe ne peut être identifiée à ce que d'autres appellent, dans le langage toujours difficile des Socialistes, l'interclasse, c'est-à-dire une sorte de confusion entre la notion de classe, à laquelle nous sommes fidèles, et la notion de masse, à laquelle nous ne sommes pas insensibles mais qui ne représente aucunement, pour nous, une explication ni sociologique ni politique, (applaudissements)

En ce sens, on pourrait dire que nous nous situons entre l'explication du Parti Communiste français, je veux dire l'explication première, non pas l'explication seconde - après tout, c'est à nos camarades de s'arranger entre eux sur le plan de la rigueur intellectuelle pour aligner deux notions qui, jusqu'ici, ne se sont pas rejointes, à savoir la rigueur d'explication sur la classe ouvrière, d'une part, et d'autre part le flou artistique de l'union du peuple de France... (vifs applaudissements) - nous nous situons donc entre l'explication du Parti Communiste français et l'explication du Parti Communiste Italien. Le Parti Communiste français reste en théorie rigoureusement fidèle aux explications de la fin du dernier siècle, le Parti Communiste Italien dispose aujourd'hui d'une pratique exactement interclasse, où chacun, bien entendu, reconnaît les siens... sauf quelquefois les Socialistes !

Voilà où nous en sommes. Donc, dans aucun de mes propos, lorsque je fais appel à d'autres catégories sociales - de celles qui ont été retenues par tous nos textes de base, de façon d'ailleurs unanime - que personne ne croie que je fais la confusion.

Non, ils ne sont pas du front de classe. Non, il n'y a pas confusion - parce qu'il y a égalité de malheur - dans les capacités à prendre en charge les circuits principaux de notre économie. Il y a égalité de citoyens, égalité de droits, il doit y avoir égalité de chances.

Mais de plus en plus, c'est le monde des travailleurs, sur la base ouvrière, avec tous ses développements dans le secteur tertiaire, c'est le monde des salariés, c'est le monde des travailleurs paysans, c'est la masse des producteurs, qui représentent la base sur laquelle les Socialistes entendent engager - plus une pratique d'égalité et de justice sociale - les fondements de la société Socialiste. (applaudissements)

Mais nous les prenons en charge, les autres, puisque nous prétendons gouverner, et nous leur devons rendre droit et capacité d'existence.

C'est dans cet esprit que j'ai prononcé les paroles précédentes. Nous ne sommes pas un Parti "attrape tout", il y a deux catégories de Français qui ne peuvent pas devenir Socialistes : les exploiteurs et tous ceux qui, en dépit de leur situation sociale et de leur position économique d'exploités, continueraient,

culturellement, sentimentalement ou traditionnellement, de préserver ou de maintenir les structures de la domination capitaliste.
(Applaudissements)
Eh bien, sans tomber dans la confusion de "l'interclasse", sans prétendre que le Parti Socialiste puisse être le Parti de tous les Français, hors quelques exceptions, nous devons développer une stratégie qui est une stratégie de responsabilités et de gouvernement, à savoir que tous ces Français-là doivent se sentir garantis et protégés dans leur existence et dans leurs espérances par un Parti Socialiste qui, au demeurant, annonce la couleur et dit clairement et par son programme et par le programme commun ce qu'il entend faire pour eux et pour les autres, sans démagogie, sans souci de plaire, sinon à la vérité.
(Applaudissements)
J'ai dit notre situation est aisée. C'est vrai que si elle est forte aujourd'hui, cela n'est pas dû qu'à nos mérites. Si nous avions besoin d'avoir une opinion modeste de ces mérites, il suffirait, Chers camarades, de vous écouter. Si nous étions tentés par l'orgueil ou par son décalque humiliant : la vanité, il suffirait d'aller dans une section, dans une fédération ou bien dans un Congrès du Parti Socialiste. Alors, tout aussitôt, les dirigeants et le principal d'entre eux, accablés devant la masse de leurs échecs, seraient contraints d'établir une sorte de moyenne entre l'idée qu'ils s'en faisaient et l'idée qu'on leur en exprime. Non que nous savons très bien ce qui reste à faire, mais malgré tout, nous avons été aidés par les erreurs de nos adversaires, considérablement, il faut leur rendre cet hommage... (Rire)s... nous n'avons pas de reproches à leur faire- là-dessus... (Rires)... ils ont été honnêtes, ils ont montré aux Français qu'ils n'étaient pas en mesure de dominer la crise, d'établir la justice, l'égalité, de promouvoir la jeunesse et d'offrir à la France la place qui lui revient dans le monde.
Alors, les Français le sentent, en souffrent et se retournent vers nous, même lorsqu'ils ne sont pas convaincus que nous serons en mesure encore de faire mieux ; de toute façon, ils veulent rejeter vers le passé des choses tristes ce qu'ils sont en train de vivre.
(Applaudissements)
J'ai rapidement dit quelques-unes des données de la situation économique et sociale. Vous aurez remarqué que je n'ai pas parlé du franc, non proposé comme une des réussites du gouvernement car il a continué de baisser devant l'avènement du gouvernement Barre, mais enfin, reconnaissons que la seule qualité de ce gouvernement c'est de ne pas avoir encore touché le fond de l'abîme... non, ils n'y sont pas encore tout à fait, je veux dire sur le plan monétaire, mais je m'en expliquerai dans un moment.
Echec quant aux structures de la France institutionnelle.. Echec de la loi sur la région.. Echec des lois sur la tutelle des collectivités locales.. Echec sur toutes les tentatives de décentralisation.. Echec par nécessité car la nature profonde de l'économie dite libérale, prise dans ses contradictions, la logique profonde ne peut, je le disais tout à l'heure mais je le dis d'une autre façon, que conduire l'économie libérale a substituer à l'organisation reposant sur l'assentiment des citoyens et sur l'accompagnement des travailleurs, l'avis des experts ou des

grands techniciens, bref ne peut répondre aux difficultés d'être de la société libérale que par le couple technocratie et dirigisme.
Il est donc vain pour eux de développer toute une série de propositions institutionnelles tendant à dire que l'on va retourner à la base, que désormais, les Français seront de plus en plus responsables, citoyens et travailleurs, copiant naïvement les termes qui sont nôtres, cherchant à simuler comme toujours les attitudes, les comportements et quelquefois même les idées de la Gauche en marche.
Mais par nature, cela est impossible puisqu'ils n'ont pour recours que la technocratie et le dirigisme, eux-mêmes par nature antinomique avec toutes formes de responsabilités redistribuées au maximum à la base par le savoir et par le pouvoir
(Applaudissements)
Au moment même où nous constatons l'échec de la majorité parlementaire de son gouvernement, sur le plan de l'économie, on assiste à son échec sur le plan des institutions, à l'espérance de décentralisation de responsabilités et, selon ce que nous pensons nous, d'autogestion, il est répondu par un excès de centralisme et tous ceux d'entre vous qui sont nombreux, de plus en plus nombreux qui sont devenus des élus municipaux ou départementaux le savent.
On ne s'est pas encore éloigné de l'ère napoléonienne que l'on peut observer aussi dans le domaine de l'information. N'insistons pas, chacun le sait ici, nous avons encore eu à nous plaindre hier, ce matin, avant hier de certains abus, le Congrès du Parti Socialiste étant le prétexte pour un poste d'état à développer les questions que nous pose une association fantôme représentant parait-il -je ne savais pas qui l'avait décidé de déléguer une part de ses pouvoirs à des fantômes - le Président de la République, qui se permet de nous poser des questions. Des fantômes nous posent des questions ! (Applaudissements)... Je veux dire des fantômes politiques car ce ne sont pas des fantômes du tout, dès lors qu'il s'agit d'assurer le développement d'une autre qualité qui serait celle d'agent littéraire..
Moi, je réponds d'une façon simple : nous avons des groupes et des groupes qui travaillent sur le futur statut de la télévision et de la radio. Nous maintenons, nous la nécessité d'un monopole comme nous comprenons le monopole, sans quoi il est dangereux, c'est dire dégager des pressions des partis au pouvoir. Mais, je le dis solennellement ici, si nous l'emportons au mois de mars, je garantis en mon nom, je l'espère au vôtre, je l'espère au nom de la Gauche tout entière, cela n'a pas été délibéré, je garantis que devant toutes déclarations du nouveau Chef de gouvernement et de ses ministres, l'opposition aura toujours le droit de réponse.
(Très très vifs applaudissements)
L'une des personnalités de l'actuelle majorité parlementaire, déléguée ou secrétaire à je ne sais quoi du R.P.R., député de la Dordogne... (Rires).. et doué d'une qualité rare : Manquer de franchise lorsqu'il s'adresse à nous et être franc lorsqu'il s'adresse aux siens, a déclaré récemment : si nous voulions faire un programme commun, il n'a pas dit de la Droite… je ne sais pas comment dire, moi.. (Rires)… si nous voulions faire un programme commun des actuels partis

Collection Jean Lacas

de la majorité parlementaire - il ne peut pas dire d'une majorité présidentielle, il n'en veut pas, enfin, vous m'avez compris - si nous voulions un programme commun, pas possible. Et il ajoute qu'il serait squelettique ! (Rires)... Bref, Provins bis... vous vous souvenez, les 2000 crèches… M. Messmer..
En effet, lançons le défi. Les partis au pouvoir seront-ils capables de proposer, face au programme commun, un programme, et moi j'ajoute un programme de la Droite ? Qu'ils le fassent. Ce sera clair. Je demande qu'ils le fassent dans l'intérêt de la démocratie. Bref, voyez, je lès supplie de mieux s'entendre !
(Rires et applaudissements)
Car de ce point de vue, c'est désespérant. J'avais écrit moi-même, il y a quinze jours, dans un article de "L'Unité" : maintenant que M. Chirac a en poche ce qu'il voulait - des élections primaires au scrutin d'arrondissement ce qui lui permet d'en découdre partout avec ses adversaires giscardiens, comme ils disent - ce langage n'est pas le mien -maintenant il va être tellement gentil, je reconnais que cela ne lui est pas facile, le mérite est d'autant plus grand... (rires)... patatras, erreur d'appréciation complète, je n'ai pas fait le tour du personnage, c'est justement le samedi suivant le jeudi où j'avais écrit cela qu'il s'est permis de me détromper, en lançant le brûlot de la motion d'ajournement sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Monsieur Chirac ne tient pas assez comptes de mes avis ! (Rires)
Voilà maintenant, depuis que le mauvais coup… enfin entre eux, a été fait, qu'il n'est question, parait-il, que de se réconcilier.. Vous connaissez ces histoires de l'antiquité où dans le bouquet de fleurs ou derrière le baiser, il y avait l'aspic, le serpent, dont la piqûre était mortelle.
On verra bien, mais moi, je me suis exercé à un petit calcul que je vous conseille, chers camarades, de bien vouloir répondre - d'ailleurs, nous le faciliterons en publiant le plus tôt possible une brochure explicative -.
Puisqu'ils ne veulent pas faire leur programme commun de la Droite, nous allons le leur faire ! (Rires et applaudissements)... Encore un service que nous allons leur rendre ! Et, comme nous savons retenir les leçons qu'on nous donne et que nous ne voulons pas qu'ils se trouvent en situation diminuée par rapport à nous, il faut que le combat soit loyal et ouvert. Nous le chiffrerons ! (Rires et applaudissements)... Que dis-je ? Je l'ai déjà fait !
J'indique dès maintenant au Congrès Socialiste et par-delà le Congrès Socialiste à l'opinion française, que j'ai scrupuleusement - nous le publierons - relevé la totalité des promesses émises simplement depuis trois ans par les Partis responsables, y compris par le Président de la République, des promesses qui les engagent, des promesses qui ne sont pas suivies d'effet, comment cela s'appelle-t-il ? Trafic d'illusions ou mensonge ?.. Je ne les en crois pas capables.. à ce point !
Je dis donc qu'il faut maintenant faire l'addition des promesses et les chiffrer, et nous pourrons leur sortir un document qui leur sera très utile.
Le programme commun squelettique une fois chiffré provoquera un déficit des finances publiques en 1978 de 55 milliards, en 1980 de 117 milliards, en 1982 de 154 milliards ! Compte non tenu des promesses qui interviendront d'ici les

élections. (Applaudissements)
Ceci revient à dire que les promesses de M. Giscard d'Estaing, Barre et de Chirac rassemblés, lorsqu'elles seront reconnues par les trois - le calcul est honnête, j'ai retiré de ce calcul les promesses qui n'incombent qu'à l'un d'entre eux, ou les promesses vagues, inchiffrables, mais qui n'en sont pas moins faites - aboutiront a 154 milliards de déficit de dépenses publiques non compensées, à moins de doubler encore un peu plus les impôts sur le revenu.
C'est l'assurance de la déroute financière, c'est - ces deux monnaies étrangères étant considérées comme stables -le franc en chute libre face à un dollar correspondent de 7 F à la même époque, et face à un mark correspondant de 3 F. C'est une inflation, et j'ai choisi le chiffre plancher, le plus faible, d'un minimum de 15%. Les spécialistes financiers qui m'entendent trouveront que j'exagère dans la modestie, c'est la crédibilité internationale de la France en cause, c'est l'incapacité pour la France de supporter ses engagements dans le cadre du Marché Commun.
Je viens de le dire, je ne suis pas la loi et les prophètes.
La Droite ne m'a pas désigné pour chiffrer son programme. Elle conteste, elle va contester, elle dit non ? Eh bien qu'elle le fasse, qu'elle publie, et quand elle aura publié, nous chiffrerons de nouveau.
Ce débat, chers camarades, est capital. C'est l'une des cinq questions du groupement publicitaire fantôme qui ne trouve sa voix que sur les postes officiels, de telle sorte que ces postes officiels - je pense à France Inter - d'une part diffusent aux informations, les communiqués du groupement fantôme, et d'autre part reproduisent dans leur publicité payée, ce qu'ils ont déjà dit dans les informations gratuites ! (Applaudissements)
De plus en plus, d'ailleurs, j'espère qu'ils cesseront de payer, car vraiment, s'offrir le luxe - ils le peuvent -de payer ce que la radio télévision leur offre, c'est de la mauvaise gestion !
(Applaudissements)
Impossible de faire plus, il n'est pas garanti que nous ferons mieux, et c'est pour que nous fassions mieux et que nous répondions aux espoirs, et pour que nous remplissions nos engagements que le Parti Socialiste doit maintenant, et c'est mon deuxième point, aborder carrément ses propres problèmes avec ses alliés de la Gauche dans le cadre du programme commun, ou à l'intérieur de lui-même.
Le programme commun, c'est lui qui a scellé l'alliance de la Gauche, qui lui a donné un contenu, qui l'a fait sortir du domaine purement électoral pour le faire entrer dans le domaine de la politique, et pour faire entrer cette politique dans une certaine explication de la société, c'est-à-dire dans une vue stratégique qui devrait normalement conduire un jour à l'unification du mouvement ouvrier.
D'ici là, elle doit conduire à de nombreux points de rencontre pour identifier les objectifs et les méthodes. C'est un vœu que j'exprime, c'est une vue historique que j'exprime en votre nom.
Mais je ne m'illusionne pas, les différences restent fondamentales. Le programme commun n'a pas réduit ces divergences fondamentales, quant à l'explication philosophique et politique, en profondeur, elle permet seulement à

des partis différents de mettre en commun ce qu'ils ont de commun pour le bien des Français...
(Applaudissements)... et au-delà de placer cette expérience commune de gouvernement dans un environnement politique, dans une capacité de travail, dans la possibilité de créer de nouvelles solidarités, je dirai même de nouvelles amitiés, celles de l'action vécue, pour dominer ensuite les divergences fondamentales, si jamais nous y parvenons.
Eh bien je dis que le programme commun, il existe, il a été signé en 1972, et il ne serait ni utile ni sérieux de mettre plus de temps pour discuter de son actualisation, c'est-à-dire simplement l'acte qui consiste à tenir compte des événements qui se sont produits depuis 1972 ou à réformer le programme là où les événements ont infirmé certaines de ses propositions, en somme un travail assez modeste, 1977 n'ayant pas apporté par rapport à la situation intérieur du pays, quant à l'évolution de notre économie, tellement d'éléments nouveaux, sinon bien entendu par rapport aux événements de 1973 sur le plan du marché des matières premières; nous pouvons donc dire qu'il est aisé d'aboutir rapidement dans l'actualisation du programme commun... eh bien il ne serait pas sérieux de mettre plus de temps à l'actualiser que nous n'en avons mis à le faire ! (Applaudissements)
Or le programme commun a abouti en deux mois. Rappelez-vous le grave divorce qui venait d'être prononcé entre Socialistes et Communistes, les Radicaux de Gauche étant proches des Socialistes, dans l'affaire du référendum sur l'Europe, qui faisait dire à combien de commentateurs que, c'en était fini de tout espoir de l'union de la Gauche. A peine sortis de cette épreuve, en deux mois nous avons fait le programme commun. Et il faudrait plus de temps, alors que c'est commencé déjà depuis des semaines et des semaines, pour l'actualiser ? Non, je dis que ce ne serait pas raisonnable, et j'invite très fermement, sans que cela puisse avoir l'allure d'un ultimatum, j'invite très fermement nos négociateurs Socialistes à faire comprendre à nos partenaires Radicaux de Gauche et Communistes que la France n'est pas en mesure d'attendre des débats interminables, prétextes à des manœuvres de publicité ou de propagande. On ne peut pas s'offrir le luxe en même temps de se comporter en bons ouvriers du programme commun, tandis que tout le temps passé à ce travail serait présent à l'extérieur de telle sorte qu'il aggraverait le désunion.
Il ne faut pas que le programme commun, marque fondamentale de l'union de la Gauche, puisse servir d'alibi pour alimenter des querelles !
(Applaudissements)
Il ne faudrait pas qu'à force de mettre l'accent sur l'actualisation, on finisse par démontrer que le droite avait raison lorsqu'elle disait que le programme commun était imbuvable, qu'il n'était pas acceptable, et ce serait vrai s'il fallait le changer à ce point.
(Applaudissements)
On ne doit donc pas préférer l'aspect tactique interne à l'aspect idéologique de lutte en commun contre les forces conservatrices.
(Applaudissements)

Il faut... je dis "il faut", sans exagérer le ton, en faisant appel au bon sens mais en appliquant aussi une volonté de Congrès - j'espère qu'elle ne sera pas démentie -il faut que le mois de juillet voie la fin de ce débat, d'autant plus que nous avons autre chose à faire. Il nous faut - je ne l'ai pas noté sur mon papier, et je le dis au risque de désorganiser la logique de mon exposé - à partir du mois de juillet mobiliser les sections Socialistes pour désigner leurs candidats sénateurs et leurs candidats à la députation. Il faut pour les sénateurs que cela soit terminé autant que possible avant l'élection, qui a lieu en septembre, et il faut pour les députés, l'élection étant supposée avoir lieu en mars, que ce soit terminé en octobre.

Il faut que la Convention nationale qui mettra le point final à ces désignations ait lieu au mois d'octobre, parce qu'il faut que nos candidats, soutenus par l'unanimité des militants, loin de se dresser contre le camarade, contre l'ami, contre le concurrent, soient devant l'opinion, et grâce à la mobilisation de toutes nos forces, soient vraiment nos candidats pour représenter le Socialisme au Parlement.

(Applaudissements)

Il faut donc apurer les discussions internes au Parti Socialiste, et il faut apurer les discussions internes à la Gauche, autrement nous serions obligés de dire que nous ne jouons pas ce jeu là, nous serions obligés de dire : eh bien si on n'aboutit pas sur le programme commun 1977, comme le Programme 1972 était excellent - je le confirme, il était excellent - gardons-le ! Tout le monde sera content !

Avec le programme commun, nous irons aux élections. Avec le programme commun, nous irons au gouvernement. Je ne dis pas cela comme une prophétie, c'est une perspective suffisamment sérieuse pour qu'elle requière notre attention et soit en mesure de mobiliser nos efforts.

Le peuple tranchera. Je ne préjuge pas de sa décision. Mais ayant observé comme quiconque de quelle façon il a choisi aux cantonales et aux municipales, et aux élections législatives partielles, je dis que notre devoir est d'être prêts.

C'est donc le programme commun de gouvernement de la Gauche qui continuera d'inspirer les choix du gouvernement.

On me pose des questions d'accord sur ce gouvernement, comme si j'avais qualité pour répondre. Je dis cela sans biaiser. Moi aussi je lis les journaux. J'ai même entendu un jour Gaston Defferre, qui est, comme vous le savez, un des rares hommes politiques qui parfois cède, au-delà de la logique politique, aux lois de l'amitié, prononcer mon nom. Effacez cela de vos mémoires. Le Parti Socialiste, oui, dans le cadre d'une assemblée nationale où il aurait obtenu la majorité des suffrages et des élus, devrait normalement prétendre à conduire le gouvernement de la Gauche. Mais c'est une constatation de simple logique, je dirai même d'évidence, mais j'admets très bien que cela puisse être discuté, et même doive être discuté avec nos partenaires.

Et ne parlons pas des personnes, ce sera le Parti Socialiste.

J'entends des responsables de premier plan du Parti Communiste poser des questions, comme si on pouvait imaginer que le programme commun de

Fondation Jean Jaurès

gouvernement de la Gauche - retenez sa définition - pourrait aboutir après la victoire de la Gauche à un gouvernement où telle ou telle fraction de cette Gauche, en particulier le Parti Communiste, ne serait pas. C'est véritablement employer une dialectique offensante ! (Applaudissements) C'est présupposer que nous ne serions pas fidèles à nos engagements, et ce serait en plus nous croire stupides, car vraiment, avoir accumulé objectivement, pendant des années, les inconvénients, les campagnes de propagande, les critiques pour avoir fait le programme commun avec les Communistes et se passer d'eux au moment ou ils seront plus utiles encore, ce serait dommage. (Applaudissements)
Ce n'est pas encore soupçonner le Parti Communiste de vouloir former le gouvernement du programme commun de gouvernement de la Gauche sans les Socialistes...
(applaudissements)
... Bien entendu, si la question devait se poser, eh bien, j'apporterais la même réponse que Georges Marchais je dirais : c'est inquiétant !
Mais si je ne suis pas inquiet c'est pour deux raisons : c'est d'abord parce que je compte sur eux, et ensuite parce que je compte sur nous...
(applaudissements)
Donc, dans le dessein, c'est clair, nous choisissons nos candidats, après avoir terminé l'actualisation du programme commun... juillet, octobre… nous nous lançons dans la campagne électorale, nous évitons de faire de l'électoralisme... Là, je pense que ce risque est très également partagé, ce n'est pas simplement 1/4 - 3/4, c'est moitié, moitié... Nous éviterons cet excès-là...
Nous supposons que nous l'emportons... Nous gouvernons, non seulement avec les responsables des Partis signataires du programme commun, mais éventuellement avec toute personne en mesure d'élargir notre audience et qui serait engagée sur nos objectifs... je veux dire que la porte n'est pas fermée... mais toujours, cela, soumis à la décision commune des Partis signataires de ce Programme.
Bien ! Puis, nous gouvernons.
Aussitôt, une question se pose, qui touche à ce Congrès de près : qu'est-ce qu'on fait tout de suite ?
Est-ce qu'on applique des mesures irréversibles ?... Oh ! Rien n'est irréversible, en droit. Si la Droite l'emporte à nouveau par la suite, elle sera toujours en droit de modifier ce que nous aurons fait ou bien de l'effacer.
Mais, en fait... je ne vais pas prendre un exemple qui serait jugé suspect, c'est-à-dire de ceux qui pourraient avoir des textes idéaux, admirables, et une pratique détestable - cela arrive ! -... Je me tournerai simplement du côté de la Suède, où le Parti social-démocrate suédois, ayant perdu les élections pour 0,7% des suffrages, a dignement quitté ses responsabilités et a repris sa place au Parlement. Et ce Parti social-démocrate, que fait-il d'autre, aujourd'hui, sinon se comporter dans la démocratie - personne n'en doutait - mais aussi il est en mesure de constater que les trois Partis de droite qui lui ont succédé sont hors d'état, sans être chassés aussitôt du pouvoir, d'altérer dans ses profondes structures le système d'égalité et de justice mis en place par la Social-

Fondation Jean-Jaurès

démocratie... (applaudissements)... c'est-à-dire que par un phénomène assez intéressant, Chers camarades, voilà la Droite suédoise contrainte de gérer la Social-démocratie.
(applaudissements)
Notre réussite sera celle qui verra la Droite française contrainte de gérer notre Socialisme. Bien entendu, je préfère que ce soit nous !
Voilà comment on peut allier l'alternance avec la réalité politique qui s'inscrit dans l'histoire d'un pays et qui est reconnue comme irréversible, non pas par les Partis politiques, mais par le peuple tout entier.
Eh bien, je dis que dans la première session de la première législature - trois mois - il sera nécessaire de faire adopter un certain nombre de mesures capitales et décisives, sans lesquelles nous ne pourrions poursuivre notre tâche, et qui, d'autre part, si elles n'étaient pas accomplies aussitôt, ne le seraient jamais, même par nous.
Je ne vais pas en établir la liste ici, d'ailleurs je n'en ai pas la mission. Je peux faire toutes les considérations politiques que je veux, ici, en tant que militant du Parti Socialiste participant à ces assises nationales, je ne peux pas me substituer au Congrès pour définir l'ensemble des questions qui devront être traitées dans l'échéancier du programme commun. Mais disons pour le moins qu'il conviendra d'assurer une position dominante de la collectivité nationale dans tous les secteurs où l'adversaire principal, qui est l'adversaire monopole, du grand capitalisme international et national, sera mis hors d'état, non seulement de contrarier notre expérience, mais de la saboter.
Voilà pourquoi il faut tout aussitôt régler le problème de la nationalisation du crédit, ainsi que des groupes industriels, dont la liste figure dans le programme commun de la Gauche.
(applaudissements)
Mais cela ne serait pas suffisant si vous n'engagez pas dans les trois premiers mois de ce gouvernement, et de cette majorité, avec autant de vigueur que les appropriations sociales, la décentralisation, si n'est pas prête la loi qui permettra aux collectivités locales, actuelles ou nouvelles, de disposer, sur la base du suffrage universel, des moyens de conduire leurs expériences, qui ne seront pas encore autogestionnaires, mais qui iront vers le maximum de responsabilités, accrues de génération en génération, et, dans l'intervalle des générations, de législature en législature.
Si cela n'est pas commencé tout de suite, alors cela non plus ne résistera pas à la pression de notre propre administration, de notre propre corps institutionnel, de nos propres experts, qui n'ont pas à se substituer à nous sur le plan du choix politique et auront une naturelle tendance à persévérer dans l'erreur.
Alors - c'est toujours l'hypothèse sur laquelle je discute avec vous - si nous gouvernons, il faut tout aussitôt prendre les mesures impliquées par le programme commun de la Gauche, connues à l'avance des citoyens, dont le choix se fera en connaissance de cause... On ne les prendra pas en traîtres, on ne les trompera pas... Plusieurs livres excellents ont été écrits là-dessus, et je me retourne vers mon ami, dont je parlais tout à l'heure, il a eu ce courage, ce n'est

pas si facile…! même si trois ou quatre points, contrairement aux apparentes - oui, aux apparences, quoi quelles ont bien changé, les apparences ! - restent... disons, je le modérerai... je parle de Gaston Defferre, dans "Si demain la Gauche"...
Mais, malgré tout, appliquons le programme commun de la Gauche.. et, tout aussitôt, se pose un problème :
Quelles sont les relations de ce gouvernement avec des Partis qui le composent, des Syndicats, demeurés intégralement libres, qui à la fois se sentiront solidaires d'une expérience, et responsables des propres intérêts
des travailleurs qu'ils représentent librement, pleinement, et puis ce qu'on appelle"le mouvement populaire" ?
Là- dessus, je ne dirai qu'un mot :
Pour moi, il n'y a de mouvement populaire que celui qui s'est organisé en se donnant des voies démocratiques. L'autre, je ne le nie pas historiquement... Moi aussi, j'ai lu, moi aussi je m'efforce de comprendre l'histoire, et celle du 19ème siècle et du 20ème siècle est riche d'enseignements, et l'époque contemporaine, d'ici et là... Mais le dernier mot doit appartenir, à moins d'une insigne faiblesse, aux formations politiques issues des travailleurs, et dotées d'une charte démocratique, organisée.
(applaudissements)
Ce n'est pas pour rien que les Socialistes, depuis le premier jour, ont parlé de conscience, de prise de conscience, jusqu'à la caricature... vous savez bien, "consciente et organisée"... Oui, consciente et organisée !... Nous ne sommes pas prêts à supporter les surenchères, de minorités incapables de se faire entendre du peuple français et qui révéleraient une capacité d'agression, une alacrité d'humeur, à partir du moment où ce ne serait plus la droit, mais la Gauche, qui se retrouverait au pouvoir. Après tout, si je lis aussi les journaux, et si j'aperçois que dans certains milieux, qui se réclame de cet invisible mouvement populaire hors des Partis organisés et des syndicats, il y a beaucoup d'héroïsme verbal, quitte à ce qu'ils préfèrent l'action à la réflexion, jusqu'à l'action pour elle-même contre la Gauche, je préférerais que dès maintenant ils procèdent à des analyses vraiment plus sérieuses, qu'ils approfondissent davantage. Nous ne sommes pas leurs ennemis, mais nous-mêmes, nous sommes sortis de l'informel et de l'informé !
Combien d'entre vous, Chers camarades, sont venus au Parti Socialiste, parce qu'à l'issue de leur expérience personnelle, en ayant gardé, j'en suis sûr, toute la force de conviction, tout l'élan, toute la dynamique, qui ont fait qu'ils se sont dressés contre la société en place ils se sont rendu compte, à un moment donné de leur existence, qu'ils ne débouchaient sur rien, faute d'être militants d'un grand parti de masse, capable de s'adresser au pays tout entier.
(applaudissements)
Et ne serait-ce pas un étranger aller-retour que de restituer à l'inorganique, à l'informel, au spontané, le tribu qu'ils ont rendu à la raison et à la responsabilité ? Non, on ne peut pas faire les deux chemins, dans un sens et dans l'autre, ou bien, on peut le faire, mais sans nous, et sans eux !

Fondation Jean Jaurès

(applaudissements)
C'est vrai qu'il existe une dialectique, c'est vrai que j'ai observé de près l'expérience portugaise, c'est vrai que sur le plan amical j'ai souvent donné des avis à Mario Suarez et quelques autres... Je serai d'ailleurs à Lisbonne jeudi, pas pour donner des avis et des conseils, mais pour d'autres raisons qui sont de simple ordre, non pas touristique non plus, mais de relations de mon département de la Nièvre avec une région portugaise, cela ne va pas plus loin. Mais j'aurai l'occasion de rencontrer les principaux responsables.
Ne sont-ils pas victimes de cette dialectique ? Lorsqu'on ose leur reprocher tel ou tel glissement, n'est-ce pas aussi parce qu'on a voulu, le cas échéant, par la violence, se substituer à la démocratie naissante du Portugal, contraignant les meilleurs témoins de cette démocratie Socialiste à chercher les appuis ailleurs ?...
(applaudissements)
Et je le dis avec non seulement toutes les précautions de langage, mais aussi les précautions du cœur, vous l'imaginez bien. Comment pourrais-je aller jeter la pierre à tel de mes amis chiliens, à tel frère ou sœur chilienne, dont il m'arrive de partager un peu de la vie... voyons, tant ils sont martyrs, et les accabler en quoi que ce soit?
Mais je dis qu'il y a aussi une dialectique de l'action qui, emportant une expérience de gauche dans la spirale à l'infinie des violences - une gauche encore faible, à peine acceptée - n'a pas pour mission de rassurer, mais a pour mission d'analyser. C'est elle qui détient les secrets de la réflexion, fondée sut la connaissance de la raison, et entraînée par la surenchère, se refusant d'y céder.
Voilà quand même, même affaiblie, la masse révolutionnaire, la résistance tout entière, qui soudain se divise, ceux qui gouvernent et qui la représentent, accusés chaque jour, diminués, les uns les autres s'opposant, et parfois par les armes. Ce n'est jamais - on m'opposera peut-être Lénine et 1917 - la Gauche qui l'emporte dans ces conflits internes, surtout lorsqu'on appartient à la zone d'influence d'un monde occidental dominé par les Etats-Unis d'Amérique; c'est la Droite !
C'est la Droite, c'est son visage, la dictature... c'est la dictature sous son visage, la torture et la mort... va t-on incriminer le gouvernement de la Gauche qui a choisi d'observer, non pas la légalité, mais la légitimité des droits permanents, des valeurs éternelles, définies par les grandes révolutions quant à la conquête de la démocratie politique, des libertés et des droits individuels, à quoi se sont ajoutées les définitions conquises par les luttes, des droits et des libertés sociales ?
Hors de ce chemin, il n'est pas victoire durable pour la Gauche... et j'ai dit excepté Lénine... Mais est-ce une victoire, mesdames et messieurs, dirai-je si je n'étais pas devant des Socialistes ? Est-ce une victoire, camarades, si je m'adresse à vous, que la réponse à Lénine ait été contenue dans le rapport de Khrouchtchev ? Où est la victoire ? (applaudissements)
Voilà... J'ai essayé de dessiner ce qui pourrait se passer dans l'espace de l'année qui nous sépare du 19 juin 1978... Je n'ai pas fait de politique fiction, j'ai suivi

Collection Jean Jaurès

le plus fidèlement possible l'ensemble des questions posées ici-même... je suis donc resté dans le Concret.
J'en arrive maintenant, c'est mon dernier point, vous me pardonnerez si je suis un peu long, mais j'ai été discret au cours de ce Congrès par nécessité, il fallait que le débat sur l'autre plan, celui de la synthèse ou de la non-synthèse, soit poussé jusqu'à son terme par le plus grand nombre possible de camarades venus des fédérations de Paris et de province... autant qu'il le fallait - j'assume mes responsabilités selon l'idée que je m'en fais - mais pas plus qu'il ne le fallait pour ne pas peser sur ces décisions au-delà du débat public. Je suis donc dans l'obligation de vous parler maintenant un peu longuement, ayant déjà dépassé le temps, mais j'ai un dernier point à traiter, celui qui touche nos propres propositions, à nous, Socialistes.
J'ai développé, dans un premier point l'idée que l'on peut se faire du dramatique échec des partis de droite au pouvoir, j'ai développé ensuite une situation encore hypothétique, mais dont on sait bien qu'elle peut entrer soudain dans les faits, et je voudrais maintenant bien que j'aie, ici ou là, abordé, parce qu'il n'y a pas d'ordre logique qui s'impose au discours, un certain nombre de propositions propres aux Socialistes, de politique propre au Parti, de politique interne à la France et de politique extérieure.
La politique propre au Parti : dans un instant, vous entendrez deux rapporteurs, ce qui veut dire qu'il y a deux motions, ce qui veut dire encore qu'il n'y a pas synthèse, du moins synthèse politique, puisque, à ma connaissance, il y a synthèse sur l'application de l'article 4. C'est mieux comme cela, vous avez tous eu la sagesse, ceux qui ont participé à ces débats, de donner au Parti Socialiste les règles du jeu dont il avait besoin et vous avez eu le courage intellectuel et politique de reconnaître que tant qu'il n'y a pas accord politique au fond, une synthèse est une tromperie.
(vifs applaudissements)
Je voudrais simplement dire à cet égard que s'il y a, comme c'est maintenant assuré, une majorité et une minorité au sein du Parti Socialiste, cela n'est pas forcément ce qu'il y a de plus désirable, mais c'est un cas de figure parfaitement acceptable dans un parti démocratique.
On l'a déjà dit... je crois que c'est Georges Sarre qui l'a dit dans une interview que j'ai lue et retenue : l'unité n'est pas en cause, c'est un problème de cohésion.
La synthèse, c'est l'unité... plus quelque chose. L'absence de synthèse... c'est de toute façon l'unité.
Nous ne sommes pas parvenus au bout d'un point politique souhaitable, il eut été moins souhaitable encore de parvenir à un point politique dans la confusion. Eh bien, c'est notre travail pour les années à venir. On en a déjà fait des progrès ! Combien y avait-il de motions à Epinay ? Il en restait combien à Grenoble ? Combien à Pau ? Il en reste deux. On ne peut pas réduire au-delà d'une... Espérons que cela ira dans ce sens plutôt que dans l'autre, mais il n'est pas interdit de penser qu'on passera de 2 à 3, en tout cas le Parti Socialiste est maître de ses choix.

Je voudrais simplement dire à vous tous, mes chers camarades, d'abord que je suis personnellement solidaire, en tant que militant, avec les propositions qui seront développées dans un moment par la motion I, et qu'en tant que Premier secrétaire d'hier, et s'il en était question, de Premier secrétaire de demain, alors je serai solidaire de tous, non pas dans le débat et dans la discussion, mais dans l'exécution et dans la solidarité profonde. (très vifs applaudissements)

Evitons des mouvements qui ne sont pas ceux du cœur, mais d'une sensibilité débridée, honorable, mais qui doit s'arrêter à l'analyse précise pour un Socialiste des choses et des conséquences d'une action. Et disons que si l'unanimité, non seulement n'est pas nécessaire, elle risque d'être dangereuse dans la décision... elle risque d'être dangereuse parce qu'à force de rechercher l'unanimité, on risque quoi ? On risque de cesser d'être un Parti pour devenir un rassemblement ou un mouvement. Recherchons toujours le plus petit dénominateur commun et non pas le plus grand. Faute de pouvoir s'entendre surtout, on efface tout et on fait semblant, pour s'en tenir à un thème unique, processus que nous reprochons précisément aux partis de droite et notamment au dernier né des partis de droite... (applaudissements).

Eh bien, si l'unanimité n'est pas nécessaire et est même peut-être dangereuse dans les décisions, par contre, l'unanimité est nécessaire dans l'exécution, (applaudissements) et beaucoup trop d'entre vous, chers camarades, s'y sont trompés.

Ce n'est pas à l'unanimité dans la décision que j'ai fait appel en vous écrivant... non, cela est libre et même bon qu'il y ait diversité et même opposition lorsqu'il s'agit de décider, je me suis borné à faire appel à vous pour que l'unanimité dans l'exécution soit partout respectée. (applaudissements)

Mais cela étant dit, majoritaires et minoritaires ont les mêmes droits, comme ils ont les mêmes obligations. La seule différence, c'est qu'ils n'ont pas les mêmes responsabilités. Voilà, c'est tout. Est-ce inconcevable ? Est-ce insupportable ? Chers camarades, c'est la démocratie !

Et je dis enfin, ce sera mon dernier propos sur ce sujet difficile, qu'il n'est pas possible à un Parti comme le nôtre de prendre en compte deux politiques à la fois. Ce n'est pas possible.

Même si on obéit à un mouvement sentimental, même si on se sent mieux, parce qu'on l'a fait, je répète qu'un parti politique ne peut pas prendre en compte deux politiques différentes à la fois, (applaudissements) le problème étant de savoir s'il y a effectivement deux politiques différentes, conciliables sur certains points et inconciliables sur d'autres. Il semble que ce soit la conclusion communément admise par ceux qui se présenteront tout à l'heure pour vous développer leurs thèses.

Mais je dis, au-delà de ces problèmes internes que j'espère dépassés, à quel point il conviendra, non seulement de garantir, mais de pousser plus loin le droit de la minorité ou des minorités au sein du Parti, comme le propose la motion I

Aller plus loin encore s'il le faut pour garantir le droit à la libre expression, concurrente, pour organiser le débat permanent. Dépassons ce problème et disons maintenant, par rapport à la Gauche, le souhait ardent que nous formons

Fondation Jean Jaurès

de la voir marcher du même pas pendant les mois qui nous séparent de l'épreuve décisive.
Communistes, radicaux de gauche, et vous tous, ceux qui vous trouvez à nos marges, qui souhaitez nous rejoindre, vous tous qui ne l'avez pas encore dit et le direz à ce moment-là, vous tous, Français et Françaises, venez, débattons... pas trop longtemps... agissons, retrouvons-nous, majorité de notre peuple, majorité tout juste... je n'en sais rien, on le dit... peut-être... c'est égal... majorité qui tout aussitôt se transformera, si nous le voulons, en puissante majorité d'un peuple qui se ralliera par esprit démocratique, par amour du véritable changement et par sentiment de justice, qui se ralliera dans ses profondeurs au gouvernement de la Gauche.
(applaudissements)
Songez, chers camarades, que si chaque militant parlait à 100 français, d'ici le mois de mars prochain, nous aurions atteint, peut-être sans les convaincre, en tout cas assez pour se faire comprendre, 16 millions de Français ! Je vous demande de le faire. Je vous demande de vous mobiliser pour que partout on vous entende.
Mais, pour cela, il ne faut pas passer son temps dans des débats et des querelles intestines avec les autres partis de gauche et il faut résister à la tentation de s'y livrer soi-même. Evitons les surenchères à cet égard. Après tout, nous avons devant nous le temps... avant les élections, pas beaucoup - nous avons préparé ce travail, nous sommes prêts? Quand ils le voudront, nous sommes prêts... mais nous avons le temps.
Voyons... Ce Congrès a lieu en juin 1977. Je n'ignore aucune des spéculations, dans nos rangs et en dehors, sur ce qui pourrait se passer dans les deux hypothèses : victoire, échec. De toute façon, le Parti Socialiste gagnera ses élections... "ses" élections, S-E-S, Mais il n'aura pas gagné ces élections - C-E-S - si la Gauche ne l'emporte pas. Donc, nous, Socialistes, nous aurons rempli notre contrat... pas tout à fait si la Gauche ne l'emporte pas.
Alors, victoire ou défaite... On dit : victoire ? Alors, le Parti, dans sa direction, dans certains de ses éléments, va être aspiré par les obligations gouvernementales. A ce moment-là passe un rêve merveilleux : "Toute cette place libre..." (mouvements divers et rires)... Echec ! A ce moment-là, on me regarde et on dit : "Toute cette place libre..."rires et applaudissements)...
Je me permets de vous dire qu'il n'y a qu'une réponse dans les deux cas : ceux qui seront élus le seront pour deux ans, et que personne ne compte sur une autre hypothèse... (applaudissements)... à moins, bien entendu, du mouvement populaire, (rires)… mais vous savez ce que j'en pense.
Il faut que le Parti se mobilise, je l'ai dit tout à l'heure, sur le choix de ses candidats, sur le développement du programme commun actualisé, sur son propre programme du Parti Socialiste.
Nous avons besoin de le compléter sur de nombreux points.
Nous avons besoin de répondre à la question écologique mieux que nous l'avons fait... mais non point pour emboîter le pas. Soyez sûrs de vous-mêmes, davantage, chers camarades ! Certes, un certain nombre de femmes et d'hommes

ont perçu, et en ont le mérite, l'immense besoin d'une société détruite par ses propres capacités mal maîtrisées - sciences, et domination de l'homme sur la nature, la machine, la nature. Très bien. On le Sait. Bravo à ceux qui ont su, en temps utile, symboliser cette action. Dommage pour nous si nous ne l'avons pas fait assez.
Mais cela ne veut pas dire pour autant qu'il faille épouser toutes les causes !
Nous n'avons d'ailleurs qu'un seul point difficile avec les écologistes responsables, c'est le problème de la fabrication de l'énergie nucléaire civile. C'est le seul point ; sur tous les autres, je n'ai encore observé aucun dissentiment... et encore le point difficile avec la position officielle des principaux mouvements écologistes, sur le problème de l'énergie nucléaire, se pose-t-il sur le plan du principe, c'est-à-dire qu'eux en récusent le principe, alors que nous l'acceptons.
Nous l'acceptons simplement parce que nous pensons qu'il n'est pas possible de faire vivre notre pays, faute de pétrole et, bien entendu, je ne dirai pas faute de charbon, mais faute de la capacité de disposer d'une énergie suffisante pour faire marche, tourner nos usines, pour alimenter le chauffage central de nos villes et de nos villages pour l'hiver qui suivra, faute de trouver dans les tiroirs les dossiers qui nous permettraient immédiatement de nous retourner du côté du soleil en lui disant : "Dépêche-toi de nous fournir ta chaleur et ton énergie !" Et que, donc, il y aura forcément un hiatus pendant lequel les Socialistes n'abandonneront pas, non pas la société de croissance pour la croissance, mais le cadre strict des propositions qui sont les nôtres d'une nouvelle croissance, qui supposent quand même une croissance. Non, nous ne retournerons pas au point zéro et nous dirons honnêtement et courageusement aux écologistes que le Parti Socialiste ne renoncera à aucune forme d'énergie, parce qu'il exigera partout d'en avoir la maîtrise... mais quand je dis la maîtrise au Parti Socialiste, non, c'est une erreur... parce que partout l'homme disposera de la maîtrise des moyens qu'il a lui-même créés, ce qui est le propre de toute action de progrès.
Il ne faut pas se laisser aller aux peurs de l'an 2000. Il faut croire en la capacité humaine de dominer les problèmes qu'on se pose. Mais il faut en même temps, avec des gouvernements ou des majorités de passage, cyniques, obéissant à la loi du profit pour le profit, ne songeant jamais aux conséquences de leurs actes, pourvu que l'argent continue d'être roi dans notre société, et non pas l'épanouissement de chaque individu de cette société, exercer à plein notre droit de contrôle, d'examen, la nécessaire concertation préalable.
C'est ce qui nous a amenés, à la fois, à dire que l'énergie est nécessaire et que nous n'acceptons pas ce que nous propose aujourd'hui le gouvernement à travers le plan des centrales nucléaires de l'E.D.F., parce que les garanties ne sont pas données et que le débat démocratique n'a pas été poussé au terme qu'il fallait, (applaudissements)
J'aurais pu faire une sorte de démagogie, "coller" à fond en disant : "Je vais épargner à tel ou tel d'entre vous l'écologiste qui fera 6 ou 7% des voix et qui fera passer le Socialiste derrière un autre".. Eh bien, non ! Je ne dirai pas cela, parce que les Socialistes sont responsables de la société qu'ils entendent

gouverner, transformer jusqu'en ses profondeurs, et ce n'est pas avec la faiblesse intellectuelle et la peur de dire ce qu'il est des rudes réalités, tout en faisant appel à notre pouvoir de décider, après avoir entendu tous les autres, les travailleurs, les producteurs, les usagers, les voisins, tous ceux qui peuvent se trouver affectés par une colossale invention, meurtrière ou salvatrice, qu'ils y arriveront.

Amis ! Est-il une seule conquête de l'homme qui n'ait pas été à la fois, comme l'homme l'est lui-même, porteuse de mort, porteuse de vie ? (Applaudissements)

Et le problème pour l'homme n'est pas de refuser la vie par peur de la mort, il est de dominer lentement, péniblement, par tant de souffrances et tant de temps perdu, de faire reculer le royaume de la mort pour qu'avance et s'étende le royaume de la vie. (applaudissements)

Il faut que notre programme, pendant ces mois qui viennent, je l'ai dit tout à l'heure, soit tout à fait au point sur les plans de la décentralisation, allant vers les formes d'autogestion. Il faut parfaire nos propositions quant à l'information démocratique. Il faut le parfaire quant au statut de la femme dans notre société, en commençant par le statut des femmes Socialistes dans leur propre parti... (applaudissements)... et je sais qu'à cet égard une discussion inachevée doit être poursuivie pour qu'en fait, l'essentiel des demandes justes qui sont faites, inscrites ou non dans une motion, entre dans les faits.

Je dis à nos amies qui sont ici que je m'y emploierai sans perdre de temps, dès la semaine prochaine, (applaudissements)

Je dis qu'il faut que nous répondions aux problèmes de la défense nationale. Les problèmes de la défense nationale devront être traités ; c'est déjà une décision du Bureau exécutif précédent, elle sera sûrement reprise par le Congrès tout entier, elle l'est d'ailleurs virtuellement, elle sera donc appliquée par les prochains organismes dirigeants. Il faut une Convention nationale sur les problèmes de la Défense, notamment, parce qu'il veut mieux dire les choses, sur les problèmes propres à l'armement nucléaire.

(applaudissements)

Cela nous amènera à préciser notre position sur le plan international, puisque sont liées étroitement les notions de défense aux notions d'indépendance nationale.

Je n'ai pas parlé de l'Europe ; nos rapporteurs vont sans doute le faire. Je dirai simplement que l'un des points principaux de notre divergence tient à l'idée que l'on se fait de la place de la France et de son indépendance dans le cadre de l'Europe, du Marché Commun, du rapport des forces Est-Ouest, des relations entre cette Europe-là et les Etats-Unis d'Amérique, considérés comme une puissance amie dotée du moyen de trancher sur le plan de la capacité d'être victorieux ou de la situation d'être vaincu dans une guerre universelle, d'où la justification de l'Alliance Atlantique, Etats-Unis d'Amérique trop souvent puissance impérialiste.

J'ai mon idée sur l'Alliance Atlantique. Lorsque Kissinger a dit ou répandu, l'affirmation selon laquelle les Etats-Unis d'Amérique avaient une sorte de droit de regard sur la politique intérieure des pays alliés, j'ai essayé de distinguer ce

qu'il y avait de juste et d'injuste dans cette proposition.
Juste. Bien entendu, les Etats-Unis d'Amérique sont maîtres de leurs décisions quant aux alliances qu'ils jugent opportunes ou utiles pour leur propre pays, et s'ils considèrent que la présence de la Gauche tout entière dans un gouvernement allié n'est pas compatible avec l'Alliance Atlantique telle qu'ils la considèrent, ils en ont bien le droit. Qu'ils le disent, le jour venu. Alors, nous ne serons pas à court de politiques de rechange.
Mais nous, nous ne posons pas le problème, et nous ne posons pas le problème parce que nous considérons que les Etats-Unis d'Amérique sont un peuple ami, avec des autorités d'Etat qui sont très souvent nos amies et qui l'ont été dans de grandes circonstances de l'histoire. Que de fois ai-je répété dans ces Assises : moi, je ne dirai jamais un mot pour accabler ce grand peuple, même quand je conteste sa politique, ce grand peuple ami et nécessaire à l'équilibre et au développement du monde.
Mais pourquoi est-ce que je dis : j'examinerai cela, qu'ils le disent ? C'est parce que je pense que nous n'avons pas de proposition à faire, parce que, pour nous, les événements de notre politique intérieure, cela ne les regarde pas ! Je n'ai pas de proposition à faire, mais j'aurai des réponses à faire, le jour venu, croyez-le.
Le champ est vaste, des hypothèses de politique extérieure, depuis l'équilibre de la terreur qui a permis au fond au Général de Gaulle d'amorcer sa politique entre les deux, assuré que cet équilibre durerait autant que lui... N'oubliez jamais cela, chers amis et chers camarades ! Mais le champ est vaste : l'immense monde non aligné, l'immense réalité Nord/Sud, et la capacité de l'Europe que nous voulons, celle dans laquelle nous sommes... L'empire germano-américain ? Oh ! Rien de ce qui est dit là-dessus, sur le plan des grands mouvements de l'histoire, n'est fait pour m'étonner ni me scandaliser, étant entendu que je fais une distinction entre une hypothèse sérieuse comme elle a été traitée par certains d'entre vous ici, à cette tribune, et la réalité d'aujourd'hui, car je ne soupçonne pas Jimmy Carter et Helmut Schmidt de vouloir créer un condominium dominant sur notre Partie de l'Europe, bien que je croie aux forces profondes du monde capitaliste parvenu au stade multinational, qui, en effet, a deux points forts, les deux pays que je viens de citer, capables le cas échéant, vous le savez bien, de dominer les intentions et les intérêts politiques pour peu qu'il n'y ait pas identité.
Mais je vous demande, les réponses à apporter sur l'Europe sont-elles, en quoi que ce soit, affectées par cette analyse ?
Nous sommes dans le Marché commun, nous n'y sommes plus ; l'Allemagne disparaît ; les Etats Unis aussi ; la Grande-Bretagne coule au fond des mers ; l'Italie cesse d'être notre voisine. Il n'y a plus de Pyrénées.. Stupide ! La réalité de ce monde, elle est là, quoi qu'il advienne ! La seule différence, c'est qu'au lieu d'être compétitifs à l'intérieur, nous cesserions d'être en quoi que ce soit acteurs de l'histoire, enfermés que nous serions dans l'autarcie économique, suivie aussitôt d'une baisse de 15% du pouvoir d'achat des travailleurs, protégés par quoi ? L'illusoire bombe atomique, dès lors qu'elle ne serait plus que l'instrument français indépendant, oui, indépendant des grandes forces qui se partagent le monde.

(Applaudissements)
Voilà ma conviction, et quand bien même vous ne seriez que 10 à être d'accord avec moi, je vous le dirais, et quand bien même vous seriez 1000 dans cette salle à être contre, je le dirais parce que je ne veux pas céder aux chimères de ce qui sera au début présenté comme la protection du Socialisme français répudiant sa puissance d'être entendu demain par tous les travailleurs de l'Europe, c'est ça l'idée nouvelle, l'Europe du Socialisme avec la France et un gouvernement Socialiste en France... (Applaudissements)... c'est ça l'idée nouvelle, c'est ça le grand moment, c'est cela la grande rencontre.... (applaudissements)... Le reste, c'est la peur, c'est le froid, c'est l'isolement... (applaudissements)... c'est la perte de toute influence, c'est l'absence du monde. Le reste, cela commence par la défense du Socialisme et cela finit par le nationalisme.
(Très vifs applaudissements)
Je dis que le Socialisme n'est rien, n'est pas internationaliste. Nous n'allons pas faire concurrence de patriotisme en dépit de certains articles ici ou là, selon lesquels tel ou tel d'entre nous serait dépositaire d'une notion plus rigoureuse de la patrie et de ses intérêts. Nous sommes à égalité. Moi, je n'imputerai à aucun d'entre vous le fait d'aimer moins la France et les Français que moi, mais je discuterai politique, à savoir si les méthodes sont bonnes ou mauvaises.
Je dis que la bonne méthode, c'est d'affronter tous les combats, d'être sur tous les terrains et le gouvernement de la Gauche, s'il est à direction Socialiste, à peine sera-t-il composé, aura déjà cessé de s'adresser aux seuls Français. Il sera déjà dans la nécessité d'occuper la tribune de l'histoire, contraint même s'il ne le voulait pas à Bruxelles, à L'ONU, dans toutes les Conférences Internationales, celles dont on ne parle pas et qui sont les plus importantes, je veux dire Caracas et le droit de la mer, les 2/3 du monde qui sont encore aujourd'hui l'objet de la lutte de puissances et d'influence et qui sont encore partagés entre les empires, tandis que nous nous contentons de balbutier quelques réclamations de droit et que les milliards d'êtres humains qui vivent dans le tiers monde continuent d'être spoliés.
C'est cela la politique de demain. Allons-y carrément. Créons la dynamique. Soyons sûrs de nous et fiers du Socialisme. Mais soyons sûrs et fiers de la France, chaque fois qu'elle a pu faire rencontrer sa plus grande réalité avec la justice entre les Français, le sentiment de l'égalité qui fait que chacun se sent mieux dans sa peau et chacun se sont mieux dans sa patrie tout en même temps, avec une idée universelle qui n'est point française seulement et tant mieux puisqu'elle devrait permettre à la France d'aller là où elle a cessé d'être depuis combien de décennies... non, disons depuis combien de siècles, ayant strictement assez d'hommes et de femmes sur sa terre depuis qu'elle a cessé d'être le pays qui, par sa démographie, pesait le plus lourd dans l'Europe, jusqu'à la saignée napoléonienne, le drame majeur des temps modernes pour notre France.
Dites-vous bien que la capacité profonde est intacte car nous commençons à nous remettre de cette première saignée, suivie de la deuxième saignée de la Guerre 1914-1918, de la troisième saignée de la Guerre 1939-1945, avec ce que

cela suppose de lassitude de l'esprit quand un corps miné par la fatigue et par la maladie se traîne de place en place tandis que l'esprit qui habite ce corps cesse d'espérer dans cette vie.
Moi, je crois à la vie d'aujourd'hui, à la vie du présent pour construire et créer la vie de demain, que d'autres que nous prolongeront et porteront un peu plus loin.
L'indépendance, Chers camarades... Il faut absolument qu'un travail scrupuleux nous amène à en définir la réalité car il ne faut pas parler d'indépendance sans déjà avoir fait le compte de tous les secteurs dans lesquels la France n'est pas maîtresse de sa décision ; il faut faire le compte de ceux où il faut que la France récupère son autonomie de décision, notamment sur le plan du développement du capitalisme multinational et de ceux où il n'est pas nécessaire de récupérer cette autonomie de décision. Je pense en particulier à l'heure actuelle aux réserves de comptes du Marché Commun car priver le marché commun de ces réserves de compte, c'est empêcher toute capacité de réforme des structures nationales, des structures de l'agriculture et des structures qui permettront aux pays en quête d'Europe : Grèce, Portugal, Espagne, de venir se joindre à nous, sans par-là même nous ruiner.
Pardonnez-moi si je m'enflamme un peu sur ce sujet mais il me tient à cœur, et j'en terminerai en disant que sur le plan de la politique extérieure, et à partir de là, les Socialistes, ceux qui sont ici, ont en commun un trésor d'idées, de générosité, et il n'y a jamais là dessus de débat entre nous parce que nous sommes instinctivement, naturellement d'accord.
Regardez le Socialisme en marche.. On dit que la démocratie recule partout, oui, elle recule beaucoup mais j'ai parlé du Portugal tout à l'heure, on peut préférer - je ne sais comment se disent Dupont ou Durand en portugais -Dupont ou Durand à Suarez.. Moi, j'aime bien Suarez, il est courageux, il l'a toujours été et je lui souhaite bonne chance, mais on peut préférer d'autres formules et d'autres hommes. De toute façon, nous serons tous d'accord pour préférer Suarez à Salazar ou Caetano... (applaudissements), enfin, je le suppose.
Voyez l'Espagne, voyez Felipe, Felipe Gonzalez qui était là hier... c'est la victoire, ce sont les victoires et quelles victoires ! Parti de rien, le Socialisme est en marche en Espagne. L'est-il en Italie ? Oui, dans la grande mesure où Socialisme ou Communisme marque une grande capacité aujourd'hui, même dans une inégalité de force, même dans la dispersion de leur alliance et de leur force, marquent aujourd'hui une possibilité pour le peuple italien de disposer d'une majorité de gauche bientôt. Et, dans la mesure où le Socialisme italien a marqué par sa capacité d'humanisme, par sa volonté de se détacher de tout ce qui a pu ruiner la réalité Communiste internationale telle que l'avaient voulu les fondateurs de ce Socialisme-là, d'avant 1917, oui il y a aussi quelque chose qui ressemble à l'aurore en Italie.
En Grèce, la Gauche est faible. Elle peut s'unir, elle sera forte.
La Turquie vient de montrer qu'elle était capable de refuser les forces conservatrices.
La Suède a bien résisté.
Le Danemark l'a emporté. La Norvège aussi.

Fondation Jean Jaurès

Notons aussi la victoire de ce parti parmi les plus courageux, qui mérite l'hommage du Parti Socialiste français, que nous retrouvons toujours l'un des plus proches des thèses Socialistes françaises, je veux dire le Parti de Hollande.
(Applaudissements)
Oui, chers camarades, le Parti de Hollande ne s'est jamais trouvé en défaut dans aucun des débats de politique internationale dès lors qu'il s'agissait d'affirmer les droits et la liberté de l'homme, et le droit du Parti Socialiste français à choisir comme il l'entendait ses alliances parce qu'on respecte non seulement, dans ce pays, la démocratie française mais aussi le Socialisme.
L'Autriche, on peut contester... c'est le pays d'Europe Occidentale ou obéissant au monde de l'ouest, en dépit de sa neutralité, où il y a le plus de nationalisations, plus que n'en prévoit le programme commun de la Gauche.
Mais ce n'est pas ainsi que je veux achever. Il est des problèmes de politique extérieure qui sont mêlés si étroitement aux problèmes mêmes de la vie et de la survie de l'homme qu'il faut que nous nous y arrêtions un moment.
Songez à l'Amérique Latine. Oui, quand j'ai dit que nous romprions, nous Socialistes, et que nous demanderions à nos partenaires de rompre toute relation entre la France et le Chili, je n'ai pas entendu prétendre... (applaudissements)... que nous serions en mesure de rompre avec toutes les dictatures de par le monde. Nous savons mesurer nos forces et les possibilités du temps, mais les symboles, amis et camarades, les symboles, cela compte... Qu'on sache au moins sur un point du monde préférer les idées aux affaires! (Applaudissements)
Cela veut dire aussi que nous cesserons de fournir des instructeurs aux armées du fascisme et de l'argent à leurs banquiers ! (Applaudissements) Et directement et indirectement., je veux dire par le canal des Assemblées internationales où il est facile de se dissimuler dans l'anonymat, afin de fournir, par un canal détourné, les subsides qui manquent à Pinochet pour faire la démonstration qu'il aurait mieux géré son économie que ne l'a fait Allende, alors que la situation n'a fait, depuis lors, qu'empirer, mais, étrange chose, comme nous étions au courant des échecs économiques d'Allende, la presse française n'arrêtait pas de nous en informer - nous savons qu'ils sont quelques-uns, je pourrai les citer, ils sont dans votre esprits, pas nombreux, qui développent la théorie sur l'échec économique des dictatures d'Amérique Latine. (Applaudissements)
Eh bien ! je dis aussi clairement que le devoir du Parti Socialiste, tel qu'il est aujourd'hui dans l'opposition, tel qu'il serait demain avec certains des siens au gouvernement, étant bien entendu qu'il s'agit de distinguer formellement la responsabilité gouvernementale de la vie du Parti - et c'est pourquoi la motion I a, de ce point de vue, présenté un certain nombre de réformes à nos dispositions politiques ou statutaires - est d'aider les mouvements révolutionnaires d'indépendance partout où cela sera possible, (applaudissements)
Je suis partisan de la politique de non-intervention, notamment en Afrique. Si l'on souscrit à des obligations particulières, si l'on passe un traité d'alliance militaire, cela peut arriver, avec tel pays, eh bien ! Il faut le dire, il ne faut pas faire semblant ! Actuellement, moi, je serais incapable de vous dire - on dira que je suis mal informé, chers camarades, je manque d'experts - avec quels pays

d'Afrique nous avons des obligations militaires et, dans la mesure où je le saurais, je suis incapable de vous dire dans quelle mesure ces obligations militaires nous lieraient à des interventions qui pourraient être distinctes selon qu'il s'agit d'une menace qui pèserait sur l'intégrité territoriale de ce pays, ou selon qu'il s'agit tout simplement de soutenir le Parti ou le dictateur au pouvoir.
Il faut parler clairement, c'est tout.
Il faut aussi faire confiance, c'est dans la motion, c'est dans l'esprit des deux motions, aux institutions, à un certain nombre d'institutions internationales, et notamment aux institutions régionales.
En ce qui concerne les pays africains, il faut que la France, de tout son poids d'amitié, pèse auprès d'eux surtout lorsqu'ils sont francophones, pour qu'ils s'organisent et qu'ils reposent, eux positivement, à ce type de problèmes, en définissant par eux-mêmes leurs obligations et leurs droits. Mais il est un point sur lequel la non-intervention serait hypocrisie ou lâcheté. Oui ! Je dis bien que nous avons le devoir d'intervenir auprès de la conscience universelle et, le cas échéant, auprès de la politique universelle, lorsque nous entendons les fusillades qui viennent d'Iran, d'Indonésie... la liste est si longue... si longue, impossible de l'établir de façon exhaustive.
Qu'on ne dise pas que j'oublie ceci ou cela, Qu'on ne me réponde pas "Prague"
Le maire d'une ville voisine de Nantes chargé de faire, étrange situation, l'éditorial du journal nantais au moment où ce journal, avec beaucoup de largesse, présente notre Congrès, et M. Olivier Guichard qui est chargé de présenter le Parti Socialiste ! - écrit, témoin du mensonge permanent de la Droite et ceci : jamais ce Parti Socialiste - opposé bien entendu aux bienheureux ancêtres qui furent traînés dans la boue, insultes, calomniés, assassinés - n'aurait témoigné pour la liberté dans le monde, de peur de froisser ses amitiés Communistes et les états Communistes.
Nous avons su, c'est vrai, garder l'amitié des représentants de ces peuples, et parfois de ces états, et nous nous en réjouissons. C'est dans l'intérêt de la France, et c'est une façon de ne pas couper le fil de l'histoire.
Mais cela ne nous a jamais empêché de prendre position, vous savez dans quelles conditions, pour le droit des Juifs, l'URSS d'entrer ou d'aller dans le pays de notre choix, cela ne nous a jamais empêché de réunir les exilés pour discuter publiquement avec eux des conditions de la liberté, notamment en Tchécoslovaquie, cela ne nous a jamais empêchés de dire à tel ou tel : tu n'as pas le droit, même sur le plan de la politique intérieure, ou si ce droit tu le prends, nous, nous le récusons !
Il n'y a pas de frontière idéologique pour la défense de la liberté... (Applaudissements), et s'il devait y avoir frontière idéologique ce serait alors la preuve qu'il est des idéologies qui sécrètent la dictature.
Mais je n'accuserai pas l'ensemble des pays d'en être là. Je dis que là où l'on voit les efforts des dirigeants et des partis de ces pays pour transformer l'état politique issu d'une situation économique lentement mais remarquablement surmontée, plutôt que de les attaquer, plutôt que de faire chorus en toutes circonstances avec les ennemis de toute expérience de Gauche. Nous gardons

notre libre droit à la critique et nous l'employons. Nous témoignons.
Qu'avons-nous fait, amis qui étiez avec moi à Moscou, et qui sont revenus de ce voyage avec plus d'amitié encore pour le grand peuple soviétique ? Qu'avons-nous fait, sinon contribuer simplement par rapport à tant d'autres, mais quand même utilement, à soumettre le cas ? Depuis août avons-nous jamais manqué une occasion, même lorsque nous avons manqué de publicité ?
Mais est-il possible d'entendre l'homélie d'un christianisme qui se veux plus proche de ses origines, ou plus proche de ses rites, et qui offre en modèle le régime argentin ? (Applaudissements) Est-il possible à la fois de maintenir des relations utiles et nécessaires avec le Brésil, et d'accepter que tout syndicaliste, plutôt que de passer par le tamis des procès coûteux et prétextes à publicité, soit tout simplement, le long du champ s'il est paysan, au bord de l'usine s'il est ouvrier, abattu d'une balle dans la nuque sans signature ?
Nous devons le dire, comme nous devons dire que n'est plus tolérable le silence qui pesé sur le Cambodge. Ce n'est plus tolérable ! (applaudissements)
J'ai écrit un article dans l'unité là dessus, j'ai reçu une réponse douloureuse et fraternelle d'un Socialiste cambodgien et français me disant : aussi peu que vous fassiez pour dénoncer tel ou tel excès au Cambodge, vous nuisez à notre révolution et vous compromettez le Socialisme en vous mettant à la remorque du monde des dictatures et de l'impérialisme.
Comment faire? Comment faire ? Faut-il, lorsqu'on défend la liberté et qu'on avance hardiment, faut-il regarder où on met les pieds ou faut-il plutôt avoir le regard haut, sans s'occuper de tout cela, et dire partout la vérité que l'on ressent ?
Ce n'est pas un slogan, la Gauche est nécessaire à la France pour redresser son économie, pour rendre du travail à ceux qui en ont le plus grand besoin, et d'abord à la jeunesse, remarquez que je n'ai encore rien dit, c'est exprès ! Moi je prends la jeunesse assez au sérieux pour refuser de la flatter. (Applaudissements) on ne prouve ce que l'on veut, ce que l'on vaut, qu'au bout de la route, pas au commencement.
Mais le Parti Socialiste ne peut ancrer sa nouvelle fortune, au sens sémantique du mot, que si les plus jeunes viennent à lui. Ce ne sera pas avec des propositions compliquées qui nous vaudront l'acclamation de la jeunesse, parce qu'on lui aura dit que lui seront épargnées à l'avance les erreurs, les impuretés, les abandons, les lâchetés de toute vie. Non, ils les connaîtront. Le problème est de savoir s'ils les surmonteront, et ils les surmonteront ! Nous serons avec eux un Parti Socialiste qui toujours refuse dès qu'il s'agit d'une grande cause de dire autre chose que ce qu'il croit.
Voilà, chers amis. Je n'ai pas autre chose a vous dire puisqu'il reste aux rapporteurs de la première et de la deuxième motions à dire leur vérité.
(Merci !
(Vifs applaudissements. L'assemblée, debout, acclame le Premier secrétaire)
(La présidence est assurée par Gaston Defferre)

Le président (Gaston Defferre)

Camarades, nous allons maintenant entendre les rapporteurs. La séance continue, je vous demande de ne pas partir.
Je donne la parole au rapporteur du Courant 2, notre camarade Guidoni.

Pierre Guidoni

Mes chers camarades, vous savez, pour la plupart d'entre vous depuis ce matin, pour ceux d'entre vous qui l'ignorait depuis quelques instants, quel a été le résultat de la Commission des résolutions.
5000 sections réunies au moins une fois, parfois deux ou trois, pour mieux analyser, mieux comprendre les textes, bien voir leurs différences et leurs convergences, des assemblées nombreuses pour préparer ces textes, les envoyer, effectuer les nécessaires synthèses, es renvoyer ensuite à la base; les assemblées générales d'information dans chaque fédération, dans chaque département de France, des votes de sections, des Congrès fédéraux, deux mois et demi occupés pour notre Parti, que de voyages ! Que de responsables du Parti sillonnant l'ensemble des départements de France ! Que de brochures, que de hors texte, que de feuillets, que de libellés distribués dans nos sections ! Et pour finir, notre débat. Le voyage des camarades ici, les interventions qui se sont succédées à la tribune, l'effort de réflexion et de comparaison tenté en commun.
Eh bien, mes camarades, tout cela c'était pour rien !
(Applaudissements)
Les motions qui vous seront présentées dans un instant, qui seront encore une fois soumises à votre vote, ce sont les mêmes que celles que vous avez eues dans vos sections. Il n'y a pas eu de rapprochement, il n'y a pas eu d'accord.
Je consacrerai le début de mon intervention, non pas à vous dire pourquoi, on essaiera ensuite d'y réfléchir ensemble, mais au moins à vous dire comment.
Hier soir, la Commission des résolutions s'est réunie, elle avait été précédée, comme c'est normal et légitime, par des réunions de courants, et dans chacune de ces réunions des deux courants, les avis s'étaient exprimés sur le contenu et les formes de la synthèse.
Arrivant à la Commission des résolutions, au nom de nos camarades du Courant 2, j'ai demandé à connaître l'opinion du Premier secrétaire du Parti sur le sujet qui nous occupait depuis si longtemps et qui avait amené à cette tribune, pour ou contre, des interventions si passionnées.
La réponse a été limpide et brève : le problème de la synthèse, nous a dit François Mitterrand, n'est ni intéressant ni sérieux !
A partir de là, la discussion a commencé, et elle a commencé par l'éternelle question que vous connaissez bien, qui est la question de l'article 4, la question des formes d'expression au sein du Parti, la question du prétendu fractionnisme.
Là dessus nous avons dit ce qu'avait déjà dit notre camarade Fournier à cette tribune avec, nous le pensions, suffisamment de solennité, nous avons dit qu'en effet, dans les circonstances actuelles, dans la période que traverse notre Parti, face aux responsabilités qu'il va devoir assumer, nous étions prêts à faire sur ces

problèmes d'organisation et de fonctionnement le geste qu'un certain nombre de camarades attendaient de nous et auquel ils avaient l'air de tenir, que nous étions prêts à accepter les bases fournies par la synthèse réalisée dans la fédération du Nord, que nous étions prêts sur ces bases là à adapter pleinement les formes du débat, à adapter les formes d'action, à changer ce qui devait être changé, bref, à répondre au souci qui avait été exprimé avant de l'être devant le Congrès dans la lettre envoyée à tous les adhérents par le Premier secrétaire.
Consultés très précisément de façon insistante, "Est-ce que vous êtes prêts à aller jusqu'au bout ? Est-ce que vous vous rendez compte des conséquences de ce que vous faites ?" Nous avons dit oui, nous mesurons pleinement l'engagement que nous prenons. Cet engagement, nous le prenons de façon solidaire et nous le tiendrons.
Alors le préalable, si préalable il y avait, il était désormais levé, comme il l'avait été quelques heures auparavant devant le Congrès tout entier.
(Applaudissements)
Ensuite, nous en sommes venus à la discussion politique, à la discussion sur le texte.
Dans le prolongement de la discussion qui avait eu lieu devant le Congrès pendant les deux jours précédents, nous avons à ce moment-là pris, comme il est normal et légitime, pour base d'étude la motion qui a recueilli ici la majorité des suffrages. Et nous avons fait sur chacune de ses parties, sur les grands débats que vous aviez suivis, sur la politique économique, sur les problèmes du Parti - j'en ai parlé - sur les problèmes de l'Europe, et de la politique internationale, sur les problèmes de l'union de la Gauche, un certain nombre de propositions d'amendements.
23 fois de suite, par 46 voix contre 15, les amendements, qu'ils soient de style ou de fond, qu'ils soient de forme ou qu'ils essaient effectivement d'apporter quelque chose à la motion N°l, qu'ils soient des ajouts - parce qu'il nous semblait que quelques aspects de la question avaient été oubliés, ou qu'ils soient une transformation dans l'espoir d'essayer de tenir compte de la discussion et de rapprocher les points de vue, 23 fois de suite, par 46 voix contre 15, tout amendement a été repoussé.
La motion I, à l'issue de la discussion, rassurez-vous, mes camarades, pour ceux qui tenaient à son intégrité, était intacte.
Alors, nous avons posé une dernière question, en disant :
Eh bien, les choses sont très claires, il y a, semble-t-il, satisfaction donnée, et acte donné, au moins sur le premier point, qui est celui du fonctionnement du Parti. Un texte sort de nos débats, et il est ce qu'il est, il n'a guère changé par rapport au texte initial.
Et maintenant, s'il y avait un accord, est-ce que cet accord serait appliqué en commun à tous les niveaux, au niveau national comme au niveau des fédérations, et sous quelle forme ?
Et on nous a dit, que dans ces conditions, eh bien, on pouvait envisager, à tous les niveaux, une association équitable aux responsabilités. Nous en avons pris acte, non sans satisfaction. Nous en avons référé à nos camarades. Vous

Contribution Jean-Jaurès

connaissez la suite !
Je pense, mes camarades, que nous vivons un grand moment de l'histoire du Socialisme. Rarement un texte de motion aura été si précieux, si bien travaillé, si étudié dans la moindre nuance, qu'on ne puisse envisager d'y apporter aucune modification.
Il s'agit certainement d'un de ces monuments taillés dans le marbre, d'un de ces éléments fondamentaux de la pensée Socialistes, que, dans quelques générations, les Delfau de l'avenir soumettront encore comme document de basé dans les stages de formation.
(applaudissements)
La motion I n'a pas à être complétée, elle est complète. La motion I n'a pas à être éventuellement améliorée, elle n'est pas perfectible. La motion I n'a pas à être changée dans la moindre de ses parties, de ses adjectifs, de ses phrases, elle représente sans doute le point d'achèvement d'une pensée qui jusque-là se cherchait et y trouve sa forme définitive.
(applaudissements)
Eh bien, mes camarades, devant un tel effort, vous comprendrez qu'il ne nous restait qu'à nous incliner, qu'à faire amende honorable, et qu'à avouer avec toute l'humilité nécessaire que nos efforts jusque-là n'avaient guère eu de sens et que l'inutilité de notre rôle apparaissait de façon éclatante.
En fait, et je pense que vous l'avez compris, il n'y a pas eu de synthèse, pour une raison très simple, qui est finalement la raison malheureusement la plus fréquente et la plus classique : c'est tout simplement qu'il n'y avait pas volonté de synthèse...
(Très vifs applaudissements)

L'Assemblée - Unité ! Unité !

Pierre Guidoni - Il n'y a pas eu synthèse parce qu'à tort ou à raison les arguments que nous avions développés devant le Parti, et selon lesquels nous devions faire, dans la période actuelle, un effort sans précédent pour parvenir à un texte commun, appliqué en commun, n'ont pas convaincu nos camarades.
Il n'y a pas eu synthèse parce que, sur tous les points où il semblait s'esquisser, dans la discussion, que ce soit au niveau des fédérations ou au niveau du Congrès lui-même, un vrai débat, un vrai dialogue, ce dialogue n'a pas été poursuivi jusqu'au bout.
camarades de la motion I, camarades qui avez voté et qui avez soutenu la motion I, n'avez-vous pas senti qu'il y avait en réalité deux formes de débat et deux formes de discussion ?
On pouvait essayer, à partir de différences qui sont réelles, c'est vrai, d'avoir une véritable discussion sur les questions qui se posent actuellement au Parti.
Et je dis avec la plus grande franchise, parce que je crois que cela a été ressenti comme cela par l'ensemble des délégués, que j'en ai trouvé l'esquisse dans les deux interventions, hier, de Michel Rocard et de Jean-Pierre Chevènement ; ils n'étaient pas d'accord sur beaucoup de choses, mais c'était le vrai terrain, le vrai

Fondation Jean-Jaurès

débat, et la vraie discussion.
Et puis, il y avait un deuxième type de discussion, qui m'a rappelé ce jeu du Moyen-age qu'on appelait, je crois, "la quintenne", et où, pour gagner, il faut toujours frapper un peu à côté de la cible. Cette deuxième forme de discussion, c'était de pourfendre, non pas la motion 2, non pas même les idées défendues par les camarades de la minorité, non pas leurs écrits, encore moins leurs actes, mais l'image mythique - et alors, là, l'adjectif se conçoit - que l'on se fait et qu'on entretien depuis longtemps, comme s'il était nécessaire de dresser des épouvantails qui ne correspondent nullement à la réalité.
Quand on vient dire à la tribune de ce Congrès du Parti que l'une des dates du Parti est dans le débat, qui vous intéresse, entre deux motions, entre la majorité et la minorité, quand on vient dire qu'il ne va pas y avoir de lutte aussi importante, dans le Parti, que la lutte contre les places à l'extérieur, éventuellement contre la trahison en son sein, quand on dit cela dans le Parti, divise-t-on, et pourquoi ?
Quand on dit dans le Parti que certains sont des adeptes du débordement, que certains envisagent je ne sais quel déferlement gauchiste échevelé qui se dresserait contre le gouvernement de la Gauche, c'est ignorer tout ce que nous avons dit, tout ce que nous avons écrit, tout ce que nous pensons, toutes les idées, que nous avons essayé de défendre depuis des années dans le Parti, et qui, précisément, face à nos adversaires extérieurs, combattent cette conception, combattent cette réalité.
Nous ne sommes pas assis à un cours de philosophie, nous ne comparons pas dans le ciel des concepts abstraits, l'idée de Parti et l'idée de peuple, pour savoir si elles sont compatibles ou si elles sont complémentaires.
Nous parlons de politique d'un Parti réel, d'un peuple réel, de processus sociaux réels, et de ce qui peut effectivement se passer dans notre pays tel qu'il est, avec sa formation sociale Particulière, avec le poids qu'y ont les organisations politiques et syndicales, et avec les difficultés que cette situation particulière risque de leur créer.
Et nous avons toujours dit - ce n'est pas pour rien que nous avons aussi souvent employé l'expression de "parti de la transition", de parti capable d'assumer la transition au Socialisme - nous avons toujours dit que, précisément, le Parti jouait, dans un moment comme celui-là, et dans une situation comme celle-là, dans un pays comme le nôtre, un rôle essentiel, un rôle peut-être encore plus important et encore plus décisif que dans d'autres pays ou que dans d'autres époques.
(applaudissements)
Alors, ce n'est pas en pourfendant de telles caricatures que l'on peut nous atteindre, ce n'est pas en dressant ce type de tableau que l'on peut faire avancer les choses, et il en va de même pour tant d'autres sujets que je n'ai pas le temps d'évoquer ici !
Je citerai simplement l'idée absurde, déjà évoquée à cette tribune, selon laquelle il pourrait y avoir des Socialistes assez sots pour imaginer qu'une expérience Socialiste puisse se développer dans l'autarcie, assez fous pour avoir soutenu,

dans un processus difficile et complexe, des mouvements spontanéistes ou gauchistes, au lieu de se contenter de dire, et c'était le fond de notre position sur le Portugal, qu'après tout, quand il y a une révolution Socialiste, c'est à une société Socialiste d'en prendre la tête, assez absurdes pour défendre des conceptions puisées dans l'arsenal de nos adversaires, où qu'ils soient et d'où qu'ils viennent.
Notre pensée, elle a certainement des défauts, elle n'est pas complète, elle a certainement des lacunes, elle a, en tous cas nous l'espérons, le mérite de la cohérence, et elle essaie de répondre à un certain nombre d'interrogations. Nous ne voulons pas qu'elle soit caricaturée et que ce soit sur ces caricatures que nous soyons jugés, (applaudissements)
Alors, camarades de la motion I, à qui je m'adressais, croyez-moi, le vrai débat, oui, le débat sur le fond, oui, et nous le continuerons après ce Congrès, et il faudra bien le continuer dans les années qui viennent, sous quelque forme que ce soit, mais c'est à ce débat qu'il faut se tenir, c'est ce débat qu'il faut encourager, qu'il faut approfondir, entre nous, et ce n'est pas la polémique violente, basée sur la déformation de la pensée de l'adversaire.
Camarades de la motion 2, par rapport à ce que je viens de dire, nous aussi, nous avons un certain nombre de leçons à tirer, et il est bon de les tirer vite. Nous avons pris des engagements devant le Congrès ; ils seront tenus...
(applaudissements)
... Mais nous n'avons pas de raison de craindre, nous n'avons pas honte d'affirmer ce que nous sommes, nous n'avons pas à rougir du combat mené, pour certains d'entre nous, depuis 15 ans, d'autres, depuis 10 ans, d'autres, depuis trois mois... peu importe, nous n'avons pas à nous sentir coupables de ce que nous avons fait, avec les autres, avec tous les autres, pour le Parti, et pour le Socialisme.
La minorité, encore une fois, fort bien... et pourquoi pas ?... mais une minorité qui sait qu'elle a un rôle à jouer, et qui, au fond, est assez consciente de ce qu'elle est et de ce qu'elle pense, de ce qu'elle peut faire dans le Parti, et pour le Parti, pour ne pas avoir à craindre de jouer son rôle.
Le texte que nous avions présenté au Parti, mes camarades, et réellement nous l'avions présenté parce que nous pensions qu'il pouvait apporter quelque chose, qu'il pouvait ouvrir une discussion, qu'il pouvait permettre une synthèse, qu'il pouvait permettre une avancée collective de l'ensemble de l'organisation, vous savez que nous avons souvent essayé de le définir en disant qu'il se donnait pour but d'allier l'audace, la rigueur et le réalisme. Les enjeux qui sont devant nous, qui sont ceux des batailles futures, nous les connaissons bien ; nous les avons assez développés sur le plan institutionnel, sur le plan économique ou sur le plan international.
Notre conception du Parti, j'en ai dit un mot il y a un instant, Nous pensons que toutes les énergies, toutes les forces, toutes les intelligences, toutes les volontés, doivent être plus que jamais tendues vers la construction du Parti, vers le renforcement du Parti, vers tout ce qu'il est nécessaire de faire pour que notre Parti soit, encore plus qu'aujourd'hui, en état de tenir son rôle, en état de tenir

son rang et en état de répondre à la confiance que lui font les travailleurs, (applaudissements)
Nous avons dit ce que nous pensions de l'unité du Parti, de l'unité de la Gauche, de sa réalité liée à l'application du programme commun et, bien sûr, à la prise en main des pôles dominants de l'économie.
L'autogestion, cette grande perspective, je crois que nous avons eu le mérite de lui donner dans notre texte le contenu le plus concret possible et qui, en même temps, soit compatible avec ce grand mouvement qui conduit vers le type de Socialisme que nous voulons construire. Je crois que c'était là uu élément qui méritait d'être considéré.
L'indépendance nationale, enfin. Personne ne cherche à donner de leçon de patriotisme à personne. Nous, nous trouvons aujourd'hui, en France, dans une situation, et nous y sommes pour beaucoup, mais bien d'autres éléments ont joué, qui n'a pas d'équivalent en Europe Occidentale, qui n'a probablement d'équivalent nulle part dans le monde.
Nous sommes le pays et le peuple, et le seul... c'est comme cela, dans lequel le mouvement ouvrier, la Gauche unie sur un programme de réformes de structures profondes, ouvrant la voie au Socialisme, est prête à prendre le pouvoir. Aucun autre pays n'est dans ce cas. Aucun autre peuple n'a autant avancé dans la voie qui nous intéresse, tous suivent notre expérience avec intérêt, avec passion, tous attendent notre réussite, mais ils savent que les choses ne vont pas partout toutes seules et d'un même pas, ils savent que de grandes transformations sociales, comme celle qui conduira l'Europe, et bien sûr l'Europe tout entière, du capitalisme au Socialisme démocratique, au Socialisme autogestionnaire tel que nous le souhaitons, se développent à partir d'un point de départ, avancent suivant, des lignes de fracture déjà tracées par la crise de le société ancienne, progressent en s'appuyant sur les changements mêmes qu'introduisent dans la réalité sociale, toujours changeante, toujours mouvante - nous ne sommes jamais sur des données statiques - les changements qui auront lieu dans le premier pays à avoir commencé l'expérience.
C'est dans ce sens, c'est parce que c'est une dynamique, un entraînement, c'est parce que nous savons que c'est la France elle-même qui portera les espoirs de bien d'autres peuples qu'elle, c'est pour cela que nous disons qu'elle doit avoir les moyens de développer pleinement son expérience, qu'elle ne peut pas se trouver bridée ou ligotée, qu'elle doit avoir les moyens d'appliquer pleinement son programme, d'aller jusqu'au bout de son projet, sans être, à un moment donné, obligée de dévier de sa route ! (Applaudissements)
Notre texte, mes camarades, je viens de le développer sur le plan international, je pourrais le faire sur tous les autres plans, il se résume d'un mot, celui-là même qui figure dans le préambule du programme commun, celui que nous avons si souvent répété, celui qui résume si bien à la fois notre ambition et nos difficultés : ouvrir la voie au Socialisme.
- Pour la première fois, ouvrir la voie au Socialisme dans un pays capitaliste développé,
- pour la première fois, entamer dans le respect de la démocratie, une

transformation d'une telle ampleur, d'une telle ampleur à vrai dire que nous sommes aujourd'hui, nous tous, incapables d'en prévoir le rythme au-delà d'une certaine période, incapables d'en voir les limites.
Cela, c'est, je crois l'élément qui nous unit, mais c'est aussi celui sur lequel, quand il s'agit de le faire passer dans la pratique, quand il s'agit d'unir la théorie et la pratique, quand il s'agit, - puisque c'est ça, mes camarades, en définitive, - de définir une politique, c'est là-dessus, à partir de cette conception centrale, que nous devons être capables de réfléchir et de raisonner.
Ouvrir la voie au Socialisme en France, c'est une grande et noble tâche.
Aider à ce qu'il s'étende au-delà de nos frontières, à ce que d'autres pays, à leur tour, franchissent le même pas, aillent dans le même chemin, c'est encore plus difficile. C'est possible, c'est nécessaire, c'est certainement l'élément essentiel de cette fin de fin de siècle.
Réussir cela dans notre pays, c'est d'abord, avant tout, et là non plus il ne faut pas faire de procès d'intention, la tâche du Parti Socialiste.
On a beaucoup cité Felipe Gonzalez. Je voudrais qu'on édite un peu plus une expression qu'il utilise souvent quand on lui demande ce qu'est sa marge de manœuvre et qu'il répond : "Une marge de manœuvre très large : la bourgeoisie, qui permet tout au Socialisme, sauf la réalisation du Socialisme !" (Applaudissements)
Alors, mes camarades, en effet, ce que nous avons fait, ce que nous sommes, ce que nous représentons, ce que nous avons apporté au Parti... Non, camarades, nous n'en ferons pas amende honorable, nous n'en rougissons pas. Pour un certain nombre d'entre nous, nous avons une fierté, et cette fierté, pensez-en ce que vous voudrez, peut-être que ce sont des expressions qui vous paraîtront un peu emphatiques, ou un peu excessives, notre fierté, c'est notre fidélité ! (Applaudissements)
Fidélité au parti, mes camarades, car tout ce que nous disons, tout ce que nous faisons n'a de sens que dans le Parti et pour le Parti ! (Applaudissements)
Fidélité au parti, parce que la notion même de parti, sa nécessité, son rôle, le rôle qu'il doit jouer dans l'ensemble des mécanismes politiques de notre pays, le rôle qu'il doit jouer lorsque nous aurons la lourde tâche de déléguer des camarades au gouvernement de la France, je crois que nous avons quelque peu contribué, non pas seulement à le définir, mais aussi peut-être à le mettre en pratique.
Fidélité au parti, parce que nous pensons qu'il n'y aura pas de Socialisme en France si le Parti Socialiste n'est pas l'instrument essentiel de sa réalisation, parce que nous pensons, et je crois que c'était assez clair et assez net, que ce que nous avons fait depuis quelques années, à travers la construction du Parti, la réalisation, la consolidation, le renforcement de l'union de la Gauche, le rassemblement autour d'elle de couches de plus en plus nombreuses de notre peuple, et le rassemblement autour de notre Parti, sous l'influence de notre Parti, de millions et de millions de travailleurs, nous pensons que c'est tout celé qui va permettre, dans quelques mois, de commencer, dans notre pays, à changer la vie, de répandre intimement aux espérances, aux revendications quotidiennes des citoyens et des travailleurs, ce qui permettra de faire une réalité des thèmes que

Fondation Jean-Jaurès

nous avons défendus sur des milliers et des milliers de tribunes, dans des milliers et des milliers de réunions, dans les luttes quotidiennes, depuis des années et des années.
C'est cela qui nous permettra de faire ce que nous avons dit ! (Applaudissements)
Fidélité à nous-mêmes aussi, fidélité au parti mais fidélité à nous-mêmes, fidélité à ce que nous sommes, à ce que nous pensons - et si vous permettez cette allusion rapide, en essayant de répondre très vite aux camarades qui, ce matin, parlaient encore de ralliement et disaient : "Après tout, il n'y a rien de honteux à se rallier, bien d'autres l'ont fait, ce n'est qu'un mauvais moment à passer, et finalement assez rapide" - fidélité, mes camarades, à notre dignité d'hommes, de militants ! (Applaudissements)
Aux militants du courant N- 2, aux militants de la minorité, puisqu'il y aura à nouveau une majorité et une minorité, je dirai : "Nous avons fait ce que nous avons pu, camarades, nous avons fait tout ce qu'il était dans notre possible pour établir l'unanimité du Parti sur une ligne politique commune ; vous n'auriez pas compris, et vous auriez eu raison, que nous en fassions davantage". Nous avons dit, dans notre motion, que notre but, le but de ces longues semaines d'explications et de débats, le but même de notre texte, c'était de parvenir à une synthèse, mais nous avons dit également que si, sans que nous en soyons responsables, cette synthèse n'avait pas lieu, que si elle se révélait impossible, alors notre texte aurait au moins une utilité : nous prendrions date pour l'avenir ! (Vifs applaudissements)
A nos camarades de la majorité, et plus précisément aux dirigeants de la majorité, je dirai ceci : "Ne parlons plus de détails ou de virgules de la motion 1. Vous avez demandé la confiance du Parti, vous l'avez obtenue. Vous avez demandé à exercer seuls la responsabilité de la direction du Parti, personne ne peut vous contester ce droit".
Vous demandez la discipline dans l'exécution : elle sera sans faille.
Vous garantissez la liberté de discussion : elle est indispensable dans un parti comme le nôtre, (applaudissements)
Dans quelques mois, au nom de notre Parti tout entier, vous allez demander la confiance du pays. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir, à notre rang de militant, chacun à son poste, pour que notre Parti l'obtienne.
Cette confiance, que vous avez demandé, que vous avez obtenue, la confiance du Parti, bientôt celle du pays, des travailleurs, des citoyens, mes camarades, à la fin de cette journée de Congrès, je ne peux faire qu'une prière - elle est sincère, elle est sans arrière-pensée - dans l'heure grave que nous traversons et avant les batailles décisives qui nous attendent pour le Socialisme et pour notre pays, avec nous tous, soyez-en dignes !
(Très vives acclamations aux cris de "Unité ! Unité !" Une partie de l'assemblée chante "L'Internationale)

Le président - Camarades, avant de donner la parole au rapporteur du courant n° 1, je veux saluer la présence à la tribune de notre ami Albert Gazier, qui vient de

décider de renoncer au rôle d'animateur de la Commission des Experts.
Gazier, syndicaliste de toujours, syndicaliste combattant en temps de paix, en temps de guerre, Gazier, le ministre du Travail qu'aucun d'entre nous n'a pu oublier, Gazier, un des artisans du Congrès d'Epinay, prend aujourd'hui volontairement une retraite que nous regrettons de lui voir prendre, une retraite complète après avoir, il y a deux ans, renoncé à siéger au Bureau exécutif.
Aujourd'hui, je ne dirai pas pour la dernière fois, car je suis sûr, quoi qu'il en dise, qu'il reviendra, mais peut-être pour la dernière fois vient-il assister à un Congrès du Parti Socialiste, après avoir animé si souvent nos débats.
(Très vifs applaudissements)
(François Mitterrand donne l'accolade à Albert Gazier)
camarades, je vous indique que l'enregistrement de la cassette du discours de François Mitterrand est à la disposition des camarades qui peuvent la commander dès maintenant dans le hall d'accueil ; le discours sera également tiré en brochure.
Je donne maintenant la parole pour quelques secondes à Patrick Menucci pour la lecture de la liste de la Commission nationale du Mouvement de la Jeunesse Socialiste désignée à la proportionnelle des courants du Parti.

Patrick Menucci - (protestations et sifflets dans la salle)...

Le président - Applaudissez au lieu de siffler, unitaires !

Patrick Menucci - (lecture de la liste de la Commission nationale du Mouvement de la Jeunesse Socialiste)
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Lionel Jospin, rapporteur de la motion n° 2... (cris et applaudissements)... n° 1.

Dans la salle - Unité ! Unité !

Le président - Camarades, je vous demande de laisser parler Jospin ! Au nom de l'unité, vous ne pouvez empêcher personne de parler !
La parole est à Jospin.

Lionel Jospin

Chers camarades, je voudrais commencer, comme j'ai l'intention de terminer cette intervention, en disant que l'unité du Parti n'est pas en cause !
(Applaudissements)
Je voudrais pouvoir le dire, à condition que les camarades que leur carte de militant a parfaitement autorisé à occuper ces tribunes, mais qui ne sont pas délégués de la base, qui n'ont pas été élus par les sections, mandatés par les fédérations... (vifs applaudissements et sifflets)... laisse à ceux qui ont été

Fondation Jean-Jaurès

désignés comme rapporteurs de la Commission des résolutions la possibilité de rendre compte politiquement au Congrès, aux délégués élus, de la mission qui leur a été confiée !
Ils ont le droit, parfaitement, d'applaudir, ils ont le droit de manifester des préférences, je leur demande, au nom de l'unité, de ne pas peser à l'excès sur cette discussion et de me permettre d'expliquer politiquement ce qui s'est passé dans cette Commission des résolutions.
(vifs applaudissements)
Je ne ferai pas exactement, vous vous en doutez - malgré le lapsus de Gaston Defferre, témoignage aussi de volonté unitaire, (rires).. - le discours qu'a fait Pierre Guidoni. Question de sensibilité, sans doute, question de style dans l'expression, aussi, mais peut-être aussi question de conception politique.
Je pense que les camarades du Congrès ont le droit de savoir ce qui s'est passé, ce qui a été discuté effectivement, concrètement, dans la Commission des résolutions où 61 camarades seulement étaient rassemblés. Je pense qu'il ne faut pas simplement reprendre les discours que nous avons faits hier, il faut informer le Congrès, il faut lui dire ce que nous avons fait, (vifs applaudissements)
La Commission des résolutions, vous le savez, à travers une organisation du débat de ce Congrès qui voulait ouvrir un dialogue entre le débat ici et la discussion dans la Commission des résolutions, s'est réuni le premier soir, le vendredi soir, pour arrêter les axes de la discussion, pour décider en commun de ce qui ferait certainement le débat entre nous, à savoir : la transition et le mouvement populaire, les nationalisations, le plan et le marché, l'Europe, l'unité et la démocratie dans le Parti.
Elle s'est réuni à nouveau le samedi soir – hier soir donc, vers 10 h 30 - pour achever finalement son travail à 5 heures du matin.
Chers camarades, nous avons donc longuement débattu, et je voudrais, non pas - comme Guidoni qui n'a pas parlé finalement de la synthèse - postuler des affirmations mais tenter de démontrer, de convaincre sur le terrain véritable de la Commission des résolutions et non pas sur le terrain d'une Commission mythique qu'il a exposée sous vos yeux.
Avant de dire quel a été notre point de départ, je voudrais simplement faire référence à une phrase de François Mitterrand qui disait qu'un débat ne serait ni sérieux, comme disait Guidoni... ni intéressant oui si la synthèse devait être posée comme préalable à la discussion politique.
Voilà le contexte précis dans lequel cette phrase a été prononcée.
Quel a donc été notre chemin... notre point de départ, camarades ?
Eh bien, nous sommes partis d'une interrogation formulée par Pierre Mauroy au nom du courant I, à l'adresse du courant 2 et notamment de Fournier, pour lui dire que l'ouverture peut-être un peu trop tardive d'ailleurs, qui était apparu dans son discours, pouvait nous permettre d'avancer sur les problèmes de la démocratie et de l'unité, sur les problème de l'organisation du Parti, pour savoir si, notamment, on pourrait faire l'accord entre nous sur la proposition de synthèse organisationnelle, faite par la fédération du Nord.
Une discussion s'est engagée et la réponse, assez rapidement, a été : oui. Le

courant 1 et le courant 2 - je voudrais y insister camarades, et j'y reviendrai tout à l'heure - étaient d'accord pour penser qu'une synthèse pouvait être faite sur ce point.
Donc, ce premier principe général était admis.
Il était alors temps d'aborder les problèmes politiques en dégageant d'abord une méthode, idée selon laquelle puisque 75% des militants s'étaient prononcés en faveur d'un texte, il était normal de prendre ce texte comme base de discussion.
Nos camarades du courant 2, dans une logique qui était la logique démocratique, en acceptant parfaitement le jeu, de ce Congrès était alors proposé une série d'amendements au texte principal, au texte de la motion I.
Je ne parlerai pas du caractère formel de ces amendements qui trop souvent peut-être avaient pour objet de reprendre des textes anciens, programme commun, programme Socialiste, que nous avions déjà adoptés et dont nous ne pensions pas qu'il était nécessaire de les réintroduire à chacune de nos motions de Congrès.
Je voudrais, bien sûr, parler de la nature politique de ces amendements et donc vous informer véritablement sur la Commission des résolutions.
Beaucoup d'amendements ont été proposés et nous avons eu conscience qu'il fallait centrer les problèmes sur l'essentiel, comme si à travers le fouillis des amendements, comme dans un tableau pointilliste, la réalité du dessin, le trait ferme des divergences apparaissait. C'est cela que nous avons proposé comme méthode de discussion et cela a abouti à centrer le débat politique, hier soir, dans la nuit, sur 3 problèmes.
D'abord, celui de la transition du mouvement populaire et de l'autogestion.
Ensuite, celui des nationalisations.
Enfin, celui de l'Europe.
Le courant 2 nous a demandé de supprimer dans notre motion le passage qui parlait, vous le savez, d'un mouvement populaire mythique.
Eh bien, il faut expliquer pourquoi nous n'avons pas accepté cette proposition. C'est parce que la septième thèse présentée par le CERES à la Commission sur l'autogestion, qui était à nouveau abordée dans le débat, déclarait que dans la période de transition les capacités d'initiative autonome des masses connaîtraient un large développement et que les Socialistes devraient être présents dans les organisations unitaires de masse qui se manifesteront à côté des partis et des syndicats.
Cette thèse, chers camarades, reprenait sous une forme atténuée la vieille idée du double pouvoir qui ouvrirait la voie à un gouvernement autonome des masses. Ce n'est pas notre position.
Il y a de grandes pulsions populaires qui poussent à des changements profonds, mais il y a aussi une multitude d'aspirations contradictoires qui doivent être appréhendées en fonction d'un projet global.
Nous critiquons aussi la position sur le Parti du courant 2, le Parti devant être pour nous un agent actif du changement social, non un simple organe de transmission de toutes les revendications ou un bureau d'explications des décisions gouvernementales.

Fondation Jean-Jaurès

Sur l'autogestion, enfin, les camarades du courant 2 voulaient que l'on mette le passage de nos motions qui précise que l'autogestion ne se fera pas à partir d'îlots organisés ou de coopératives. Nous ne pensons pas cela non plus mais nous ne voulions pas que soit condamnée l'idée intégrante de notre texte selon laquelle des expériences d'autogestion peuvent être commencées à partir du moment où un gouvernement d'union de la Gauche se met en place et, par les nationalisations, par la planification, commerce à modifier le rapport des forces sociales.

Donc, premier point sur lequel j'ai tenté clairement de mettre devant les militants, les délégués de ce Congrès et aussi nos auditeurs camarades, les positions débattues effectivement dans la Commission des résolutions.

Deuxième point : les nationalisations. Les camarades du courant 2 ont maintenu intégralement dans la Commission des résolutions leur position politique. Or, il nous semble économiquement dangereux, nous l'avons répété, de vouloir imposer à toutes les nationalisations du programme commun la même forme juridique et les mêmes modalités d'indemnisation. L'appareil industriel dont nous prendrons le contrôle dans le secteur public est extrêmement diversifié, il faut en tenir compte.

Il nous semble aussi politiquement dangereux de vouloir élargir le champ des nationalisations avant même d'avoir eu l'occasion, par la venue au pouvoir et l'application du programme commun, d'en faire une série de réussites. La nationalisation, chers camarades, n'est jamais une facilité.

Il nous a paru aussi, politiquement, inopportun au moment où nous actualisons le programme commun, d'entrer dans un certain nombre de détails, de précisions qui pourront être modifiées dans la discussion, discussion qui, bien sûr, devra être conforme aux grandes options et à l'esprit du programme commun.

Il nous a paru inutile d'ajouter Creusot-Loire à la liste des nationalisations du programme commun, alors que son contrôle par l'Etat résultera de l'application du paragraphe B sur les prises de participation majoritaire, sous les modalités que vient de préciser à l'unanimité des deux courants le Bureau exécutif.

Enfin, on nous a dit, que la manière de nationaliser serait réversible. C'est un argument que nous avons trouvé, Chers camarades, trop technocratique et dont nous pensions qu'il oubliait tout simplement la réalité de la lutte des classes. C'est un fait, nous le constatons dans l'enseignement, dans la santé, au C.E.A., que toute privatisation du secteur public est possible si le rapport des forces est favorable à la Droite. L'oublier c'est oublier justement le mouvement populaire.

On nous a dit, enfin que telle forme d'indemnisation, le fait que des titres puissent être vendables en bourse, serait une grave concession au capitalisme. Nous ne voulons pas faire de concession au capitalisme mais nous ne voulons pas non plus risquer de spolier les petits porteurs.

Je voudrais dire enfin sur cette question, que la motion 1 ne tranche pas ce problème de façon spécifique, qu'elle renvoie au programme commun de gouvernement et que la discussion reste ouverte entre nous.

La synthèse des positions ne s'est pas faite sur ce point. Vous le voyez

Cob Fondation Jean Jaurès

clairement dans l'exposé de la discussion. Qu'en était-il, chers camarades, sur le troisième problème, à savoir celui de l'Europe ?
Là aussi des divergences ont subsisté, la motion 2 c'est comme cela que nous la percevions à tort ou à raison nous est apparu comme une motion de défiance à l'égard de l'Europe, alors que la motion 1 voulait, dans la construction européenne, faciliter les progrès du Socialisme en France.
Eh bien! Ces divergences se sont maintenues sur la solidarité avec les travailleurs européens par exemple. La motion 2 et nos camarades nous proposaient comme plate forme commune aux Partis Socialistes ou sociaux-démocrates de la C.E.E. le texte de Bagnolet. Nous ne pensons pas qu'on puisse imposer à nos partenaires le texte qui est le nôtre, que nous devons continuer à défendre, et nous pensons au contraire qu'une plate forme minimum, non contradictoire avec Bagnolet devait nous permettre d'avancer vers le Socialisme et des accords avec les partis de la C.E.E.
La motion demandait de supprimer dans notre texte la mention précise aux partis Socialistes et sociaux-démocrates d'Europe, et la Confédération européenne des Syndicats.
Nous pensons que cette solidarité ouvrière, syndicale et Socialiste est une dimension importante de notre lutte.
Divergences sur les propositions faites sur la division internationale du travail, Nos camarades de la motion 2 nous proposant de desserrer les contraintes internationales par une action purement nationale. Or, notre conception est bien qu'il faut desserrer ces contraintes mais par une action qui doit combiner l'action dans le domaine international et l'action dans le domaine national.
Divergences enfin sur l'indépendance nationale. Le courant 2 disant que cela devait être la pierre de touche le critère absolu de toute prise de position internationale, nous nous contentions de dire que la défense intransigeante de l'indépendance nationale ne pouvait pas se limiter à une position purement défensive.
Motchane a fait allusion tout à l'heure à la mise en cause qui avait été faite dans la Commission des résolutions de l'interview de Jean-Pierre Chevènement au Figaro, dans laquelle il avait dit qu'il n'aurait pas voté le texte comme cela. Je voudrais préciser sur ce point qu'il y a eu une clarification, dans la mesure où Chevènement nous a dit, que le journaliste qui avait fait l'interview avait tronqué sa phrase, qu'il avait, en fait, ajouté dans l'hypothèse où il y aurait liberté de vote, ou dans l'hypothèse où nous pourrions obtenir des garanties.
Nous avons pris acte de ce démenti dont nous souhaiterions qu'il soit public, mais nous pensons qu'il n'a pas été une affaire considérable dans le débat. Ce problème est un problème politiquement grave mais qui touche plus à la conception du Parti, à l'idée qu'un Parti Socialiste ouvrier se fait de son groupe parlementaire qui ne laisse pas sa liberté de vote aux individus selon leur sensibilité propre.
(Applaudissements)
Nous pensons que cela touche à ce problème mais pas spécifiquement au problème européen. N'attachons pas trop d'importance à ce point.

Fondation Jean Jaurès

Alors, j'ai essayé de montrer que l'approche de Guidoni pour exprimer cette Commission des résolutions avait été formelle, qu'il disait simplement qu'il postulait que nous avions refusé la synthèse.
J'ai, moi, essayé de rendre compte concrètement des discussions politiques. J'aurais aimé qu'on confronte nos rôles de rapporteurs car je ne l'ai pas vu intervenir tellement comme un rapporteur, mais plutôt comme un orateur si vous voulez. Effectivement, ces discussions ont débouché sur le refus de la prise en compte de la majorité et avons peut-être un peu plus des amendements de la minorité ou en tout cas du courant 2. Pourquoi ? Parce qu'il s'y affirmait clairement une autre logique politique.
Donc le problème n'était pas d'accepter ou de ne pas accepter tel ou tel amendement. Le problème était qu'on confondait malgré le débat en Congrès, deux logiques politiques qui restaient différentes. La synthèse, sur ce plan, ne paraissait pas possible. Alors, nous avons demandé à nos camarades du courant 2 quelle était leur conclusion sur le débat politique, puisque chacun était resté, au fond, sur ses positions.
Ils nous ont répondu par la bouche de Pierre Guidoni je crois : nous avons toujours pensé qu'un texte adopté en commun devait être appliqué en commun, à tous les niveaux. Quelles sont, sur ce terrain, vos propositions ?
Le courant 1 a répondu, par la bouche de Pierre Mauroy, en disant que si nous avions un accord politique sur les textes, la logique était effectivement la participation à tous les niveaux du Parti, donc la participation au Secrétariat des fédérations et au secrétariat national. Mais nous avons dit néanmoins que nous ne pouvions pas préjuger de cela et qu'il fallait, en tout état de cause une réponse sur les problèmes politiques pour savoir si nous étions d'accord ou pas, mais nous avons dit : oui à l'entrée possible au secrétariat, s'il y a réponse sur les problèmes politiques.
Nos camarades du courant 2 ont alors demandé une suspension de séance. Ils sont revenus en nous disant nous ne pouvons pas vous donner de réponse. Nous devons consulter demain matin - aujourd'hui - le courant 2 sur ces problèmes.
Je voudrais dire qu'à ce moment est intervenue dans la Commission une divergence assez importante et une certaine tension ainsi qu'un problème de principe.
Le président de la Commission, Gaston Defferre, a dit qu'il fallait absolument que les représentants du courant 2 à la Commission donnent une réponse, que sinon ils étaient en train de dessaisir la Commission des résolutions, organe responsable prévu par les statuts élu par le Congrès, de ses véritables pouvoirs de décision.
Nous leur avons dit qu'ils risquaient alors de rendre compte des travaux de la Commission des résolutions élue par tout le Congrès et non par tel ou tel groupe, de rendre compte à une fraction du Congrès et non pas au Congrès tout entier ; c'était la conception même de la Commission des résolutions, telle qu'elle résultait de tous nos Congrès, qui était remise en cause, et en plus, l'impression serait répandue chez les camarades du courant 1 et du courant 2 que la Commission des résolutions était finalement défaillante devant ses

responsabilités, qu'elle ne faisait pas de propositions politique aux militants.
(Applaudissements)
Nous avons marqué nettement notre regret et notre désapprobation de cette impossibilité de nos camarades responsables de prendre leurs responsabilités, mais nous avons admis que ceci demandait une suspension de séance et une consultation, de droit.
Ces explications une fois données, nous nous sommes séparés, il était 5 H. L'aube s'annonçait pour bientôt !
Ce matin, nous avons eu une nouvelle réunion de la Commission des résolutions à 10 h 30 où nous avons appris que les camarades de la motion 2 n'acceptaient pas les propositions de la majorité de la Commission des résolutions.
Les camarades du courant 1, dans la Commission des résolutions, n'acceptaient donc pas nos propositions politiques et organisationnelles de participer au secrétariat, mais ils proposaient et je ne sais pas si je dois retenir du discours de Guidoni que cette proposition tient toujours, que le texte du courant 2 qu'ils voteraient au Congrès, intègre la motion de synthèse organisationnelle faite par la fédération du Nord.
J'en ai fini, avec l'analyse descriptive.
Il me faut maintenant essayer pour finir d'expliquer politiquement ce qui s'est passé.
Où en sommes-nous, chers camarades, à l'issue de ce Congrès ‘‘Je crois personnellement, à moins que je n'aie pas bien compris Guidoni, que dans ce Congrès nous avons fait un grand pas en avant dans le sens de l'unité, dans le sens de l'organisation, du respect institutionnel des uns et des autres.
Nous sommes au sortir de la Commission, je le crois, d'accord sur l'amendement de synthèse de la fédération du Nord. Le Courant 1 propose de l'intégrer à son texte, le Courant 2 également, c'est un pas en avant considérable.
(Applaudissements)
Que dit le texte de la fédération du Nord que Guidoni a évoqué, mais qu'il n'a pas lu ? Nous ne pouvons jamais juger sur pièces dans ses interventions.
Il dit ceci, et je vous le lis :
"Notre Socialisme est celui de la diversité, nous voulons aussi un Parti uni. Il n'y a qu'un seul Parti Socialiste, ses positions s'expriment au travers de ses organismes responsables. C'est pourquoi nous rappelons qu'au terme de l'article 4 de nos Statuts, la liberté de discussion est entière au sein du Parti, mais nulle tendance organisée ne saurait y être tolérée. Ceci exclut qu'un courant de pensée puisse disposer de locaux, de moyens financiers qui lui soient propres, prélever des cotisations sur les adhérents, organiser en dehors du Parti et sans son accord réunions, stages et séminaires, émettre des positions politiques différentes de celles dont le Parti a souverainement tranché dans ses assises régulières." Mais le texte va plus loin, chers camarades, et c'est ce qui en fait une synthèse - effectivement j'y reviendrai -c'est-à-dire quelque chose dans laquelle sont affirmés non seulement les devoirs de la minorité, mais les droits de la minorité, et j'y viens, chers camarades, maintenant.

Fondation Jean Jaurès

"Le Comité directeur établira le règlement qui permettra de concilier une liberté intérieure sans entrave avec une discipline totale dans l'action.
"En particulier seront précisées les conditions dans lesquelles peuvent se tenir des réunions de militants en dehors des assemblées ordinaires des sections dans l'esprit suivent : Elles sont libres dans les locaux du Parti, avec la triple exigence qu'elles soient ouvertes à tous les militants qui désirent y participer, sans aucune discrimination, qu'elles ne donnent lieu à aucune publicité en dehors du Parti.
"Concernant les stages du Parti, les animateurs - et je souligne ceci - choisi: sans discrimination fondée sur les courants de pensée, s'obligent à exposer les éléments de doctrine du Parti et ses positions politiques telles qu'elles ont été adoptées par les instances régulières.
"un minimum de moyens de communication sera mis, sous le contrôle des institutions du Parti, à la disposition des divers courants de pensée pour qu'ils puissent se faire entendre des militants."
Je souligne à nouveau :
"Le Congrès suggère que la tribune de discussion qui sera ouverte à tous les courants de pensée, et au-delà à l'ensemble des militants, soit organisée dans une publication particulière servie par abonnement. Il recommande d'autre part, concernant les revues théoriques, qu'elles fassent effort pour se rassembler dans une même publication prise en charge par le Parti.
"La synthèse sur ce point implique que soient arrêtées par le Comité directeur des modalités sur le plan intérieur pour éviter toute forme de fractionnisme et de déviation de la démocratie intérieure."
Voilà le texte sur lequel le Courant 1 et le Courant 2 semblent s'être mis d'accord à l'issue de la Commission des résolutions, chers camarades. (Applaudissements)
Il faut le dire, nous avons réalisé une synthèse sur ce point, grâce à un effort important fait par les responsables du Courant 2 devant la Commission des résolutions.
Je le souligne, car c'est mon opinion de rapporteur, nous avons dépassé le risque d'un débat disciplinaire que nous refusions, que je refusais personnellement, pour deux raisons : d'abord parce que ce texte, je viens de le montrer, évoque les devoirs de la minorité mais aussi ses droits, qui sont des droits codifiés dans le Parti; cela n'existait pas, mais maintenant c'est notre constitution, ce sont des textes légaux pour nous.
Deuxième raison, ce texte, camarades, s'applique et va s'appliquer à tous les courants de pensée, et je le dis solennellement à ce Congrès, au nom des responsables du Courant 1, ce texte s'appliquera d'abord avec rigueur à la majorité du Parti.
(Applaudissements)
Cette synthèse, cet accord n'ont pu être suivis d'un accord sur d'autres points politiques. Mais si les principes s'implantent dans les faits, et notamment les principes que nous venons d'inscrire dans ce texte, si nos divergences politiques s'atténuent, je pense personnellement que cela aura pour le Parti dans l'avenir des conséquences positives, que nous ne resterons pas figés sur les positions

actuelles.
Sur les problèmes politiques évoqués avant l'accord, le Courant 2 a refusé nos propositions ; je ne sais pas pourquoi, je n'y étais pas, et je n'ai pas eu le temps de consulter le rapporteur du Courant 2. Mais je crois qu'il faut dire ici, c'est notre point de vue, que ce sont deux logiques politiques qui se sont affirmées sans doute devant le Congrès, mais aussi dans la Commission des résolutions. On l'avait bien senti avant dans la discussion générale.
Je croyais personnellement qu'on pouvait peut-être passer sur ces divergences, les réduire, ce n'était pas le cas.
Il nous aurait fallu, pour réaliser une synthèse, accepter l'esprit de la motion 2 les uns et les autres, et c'est à l'honneur du Parti, et de ce point de vue je considère que ce Congrès se termine d'une façon politiquement saine, d'avoir refusé une fausse synthèse. (Applaudissements)
Du point de vue de son fonctionnement, à la direction, dans les fédérations et les sections, où nous allons retourner les uns et les autres pour poursuivre notre travail de militant, qu'est-ce que le Parti d'aujourd'hui ? C'est un parti où la minorité est présente partout, dans les conseils de sections, dans les Commissions exécutives fédérales, dans le Comité directeur, dans le Bureau exécutif, à la mesure de la proportionnelle.
Nos camarades seront aux secrétariats fédéraux, dans toutes les fédérations où ils sont majoritaires.
Ils ne seront pas, certes, au Secrétariat National; mais celui-ci est et doit être - peut-être même davantage -seulement un organisme de préparation et d'exécution des décisions politiques que nous prenons tous ensemble au Comité directeur et au Bureau exécutif.
C'est cela, chers camarades, le Parti d'Epinay ! Rien n'a changé sur ce point, (applaudissements)
Les Commissions exécutives fédérales, le Comité directeur et donc aussi le Bureau exécutif, sont et seront composés aujourd'hui aussi à la proportionnelle des votes émis sur les deux motions, donc sur la base des votes indicatifs déjà émis et recensés ; le vote des militants a tranché sur ce point, il ne peut être repris.
Je termine. L'unité du Parti - c'était mon mot préliminaire, c'est mon mot final - n'est pas en cause, comme n'était pas en cause, mon cher Pierre Guidoni, la volonté de synthèse de notre côté.
Je crois qu'elle a progressé, cette unité, à l'occasion du Congrès. Je crois aussi que ce Congrès n'est pas un Congrès pour rien
Il a d'abord établi la ligne politique du Parti pour deux ans. Nous devions le faire.
Il a ensuite permis de cerner un certain nombre de différences politiques entre nous.
Il a enfin permis d'établir les moyens de mieux fonctionner ensemble.
Je crois que nous amorçons le dépassement de cette phase constituante dont parlait Pierre Mauroy, je dirai de cette période associative, de cette période diplomatique.

Fondation Jean Jaurès

Je pense que nous allons poursuivre ensemble, là où il faut le faire encore, la rénovation du Parti. Je pense que les métaux vont peut-être fusionner dans ce creuset que constitue le Parti. Je pense que ce qui se forge et ce qui se forgera encore, ce doit être un Parti Socialiste, non pas un club de discussion mais un instrument de combat et un outil pour la transformation sociale en France.
La rupture, chers camarades, c'est à l'extérieur que nous allons la projeter, la porter, l'introduire dans une société capitaliste en crise dans ce monde qui aspire au changement, face à ses classes dirigeantes et à son personnel politique, divisé et faillible.
Ensemble nous avons débattu, ensemble nous allons combattre !
(Très vifs applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Vaillant pour des modalités de vote.

Raymond Vaillant

Camarades, il vous a été remis un bulletin blanc que je vous demande de remplir, en précisant le nom et la fonction du camarade qui remplit ce bulletin.
Si c'est nécessaire, les fédérations devant se réunir. Lorsque nous aurons rassemblé l'ensemble des votes, vu us en aurez la lecture complète.
Je rappelle que c'est à partir de ce vote que seront ventilées l'ensemble des répartirions pour le Comité directeur.
131 titulaires, 26 suppléants.
Pour la Commission de contrôle et la Commission des conflits :
11 titulaires, 2 suppléants. Pour le Bureau exécutif : 27 membres.

Le président - Je vous demande de remplir vos bulletins et de les rapporter dans les plus brefs délais, et en attendant, je donne la parole à Colliard pour rapporter sur un certain nombre de textes soumis à la Commission des résolutions.

Jean-Claude Colliard

Chers camarades, j'interviens devant vous avec un privilège dont je mesure l'importance, celui de parler au nom de la Commission des résolutions, unanime. En effet, celle-ci m'a chargé d'examiner les textes qui ont été transmis au Bureau du Congrès par un certain nombre de fédérations, de sections ou de camarades.
L'examen de ces textes montre qu'ils relèvent pour la plupart de débats ou d'un examen par les instances statutaires de notre Parti. Aussi je vous fais, au nom de la Commission des résolutions, les propositions suivantes :
Il y a d'abord un certain nombre de textes qui, je crois, n'ont pas à être pris en compte, ce sont ceux qui ont trait au débat politique que nous venons d'avoir, qui ont trouvé leur place dans ce débat politique, et il n'est donc pas nécessaire d'y revenir. Ce sont ceux aussi qui se rattachent au débat statutaire qui a eu lieu hier, et il n'est pas nécessaire non plus d'y insister.

Fondation Jean-Jaurès

Il y a ensuite un certain nombre de textes sur des problèmes, assez techniques souvent, dont il est proposé le renvoi au Bureau exécutif du Parti. Il s'agit des sujets suivants :
Textes relatifs à l'Education nationale, propositions d'un certain nombre de fédérations : Pyrénées-Orientales, Aveyron, etc.
Textes relatifs à la politique de recherche : section de Chevreuse,
A la politique de la mer et de la montagne : Alpes-Maritimes
Aux conditions d'élaboration de la plate-forme européenne des Partis Socialistes : proposition de la Vienne.
A la présentation des rapports de trésorerie : Alpes de Haute Provence.
Aux problèmes relatifs à une section, texte signé par les camarades de Nancy.
Aux candidatures Communistes : un ensemble de textes souhaitant la mise en oeuvre des dispositions votées par le Comité directeur et aussi des réserves émanant de fédérations : Essonne et Lyon.
Enfin, des considérations sur l'impression et l'envoi du "Poing et la Rose", Alpes de Haute Provence notamment. L'ensemble de ces problèmes doit être renvoyé, je pense, au Bureau exécutif.
Ensuite, un certain nombre de textes qui offrent matière à débat, débat qu'il n'a pas été suffisamment possible d'avoir dans ce Congrès mais qu'il faudra certainement reprendre au Comité directeur, c'est d'abord - et cela a été évoqué hier et ça l'est aujourd'hui - le problème de l'élaboration des listes pour l'application de la proportionnelle ; c'est ensuite le problème du rôle des G.S.E. - proposition de l'Aveyron. Puis le problème relatif à l'environnement, le fonctionnement des experts et des missions du Parti- fédération de l'Essonne et fédération du Vaucluse pour ce qui concerne les postes ; puis un problème posé par le Lot et Garonne, ensuite la politique de la Sécurité Sociale et de la Santé - posé par la fédération du 18ème, Grandes Carrières - les conditions de préparation du Congrès - section de Douai.
Il est proposé, pour tout cela, le renvoi au Comité directeur.
Il reste deux questions qui sont soumises au Congrès. L'une, je crois, est déjà réglée, il s'agit d'une résolution sur le problème de l'implantation des centrales nucléaires, dont vous savez qu'il est vécu de façon douloureuse dans les régions concernées, et c'est particulièrement vrai ici avec la Centrale du Pèlerin. L'autre concerne le problème de la défense nationale.
Il y a un vœu émanant de nombreuses fédérations, même s'il n'est pas formulé de la même manière : fédération du Doubs, fédération de la Seine et Marne, fédération de la Vienne, fédération de l'Essonne, sections de l'Ariège, des Pyrénées orientales, des Yvelines, du Vaucluse, etc.
L'ensemble de ces propositions conduit à estimer que le Congrès doit décider de la tenue d'une Convention du Parti, consacrée aux problèmes de la défense et de la sécurité de la France, et, plus précisément, au problème de la force de dissuasion puisque c'est la question, vous le savez, qui fait débat.
Voilà donc l'ensemble des propositions.
Il y a, je vous le rappelle pour conclure, des renvois au Bureau exécutif, des renvois au Comité directeur et enfin, la proposition est faite de la tenue d'une

Convention relative à la défense de la sécurité et la force de dissuasion.

Le président - Je mets aux voix le rapport de Colliard.
Je prie ceux qui sont d'accord pour l'adopter de lever la main, avec le mandat rouge?
Avis contraires ?
Abstentions ? Il est approuvé.
Notre camarade Vaillant va vous annoncer les résultats des élections.

Raymond Vaillant

Chers camarades, je ne crois pas qu'il soit nécessaire de donner les résultats fédération par fédération. Nous avons rigoureusement le même vote que lors du vote indicatif, sauf pour une seule fédération, le Tarn, où nous avons une voix de plus pour la motion I et, bien entendu, une voix de moins de l'autre côté.
Je suis prêt à donner tous les résultats, fédération par fédération, mais c'est rigoureusement le même vote que le vote indicatif.

Le président. - Alors, ce n'est pas la peine de les donner, ils seront publiés de façon que les militants puissent en prendre connaissance. Je te demande maintenant de donner les chiffres.

Raymond Vaillant. Les voici : 5914 mandats. motion 1 : 4442 motion 2 : 1418 Abstention : 51 Refus de vote : 3
Ces chiffres nous donnent la répartition suivante, en fonction du calcul à la plus forte moyenne : Comite Directeur : Titulaires :
100 postes pour la motion l et 31 postes pour la motion 2
Pour la Commission de contrôle et la Commission des conflits, 9 postes de titulaires pour la motion 1, 2 postes de titulaires pour la motion 2.
Pour le Bureau, sur 27 membres, 21 pour la motion 1, 6 pour la motion 2.
Pour les postes de suppléants au Comité directeur : 20 postes pour la motion 1, 6 pour la motion 2.
Pour les postes de suppléants t la Commission de contrôle et la Commission des conflits, normalement les 2 postes de suppléants vont à la motion 1; comme pour le Congrès de Pau, nous proposons qu'il y ait aussi 1 poste de suppléant pour les camarades de la motion 2.

Le président - Sont proclamé élus :
- pour la motion 1 : les 100 premiers inscrits sur la liste sont titulaires, puis les 29 suivants sont suppléants ;
- pour la motion 2 : les 31 premiers qui sont sur la liste sont titulaires, les 6 suivants sont suppléants.
La parole est à Routier-Leroy.

Fondation Jean Jaurès

Jean-Claude Routier-Leroy

Chers camarades, au nom de la fédération de Loire-Atlantique, je tiens à vous remercier, Congressistes de toutes natures, délégués, auditeurs, représentants de la presse, délégations françaises et étrangères, je vous souhaite un bon retour et, pour vous tous, mes camarades, du bon travail.
J'ajouterai simplement que, dans environ une heure et demie, sera à votre disposition le 3ème exemplaire de notre journal quotidien, depuis peu, Ouest-Unité, résumant l'ensemble des travaux de notre Congrès aujourd'hui et, en particulier, l'intervention de François Mitterrand. Vous êtes invités, si vous le désirez, à passer vos commandes au pied de la tribune.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, avant de lever la séance, je veux simplement dire merci à la fédération de la Loire-Atlantique, merci à notre ami Chénard, nouveau maire de Nantes.
La séance est levée.

Coll. Fondation Jean-Jaurès